

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



AMÉRIQUE LATINE

Opus Dei et influence du Vatican

Mémoire de géopolitique
du Commandant Bertrand SANSU
dans le cadre de l'étude dirigée « géopolitique et religion »

Directeur : M. Aymeric CHAUPRADE,
Chercheur en science politique, Université Paris V

Avril 2001

OPUS DEI ET INFLUENCE DU VATICAN EN AMERIQUE LATINE

SOMMAIRE

Partie I :

Etat des lieux du catholicisme en Amérique latine

Politique générale de l'Eglise en Amérique latine pendant la guerre froide
La théologie de la libération
Vatican, USA et mouvements protestants
L'état des lieux actuel
Conclusions sur le rôle du Vatican en Amérique latine

Partie II :

L'Opus Dei

Description de l'œuvre
L'Opus Dei comme outil d'influence du Vatican en Amérique latine
Les dérives de l'Opus Dei
Conclusions sur l'Opus Dei

Partie III :

Les voies pratiques d'exercice de l'influence du Vatican en Amérique latine

Les voies traditionnelles de la diplomatie
La maîtrise des structures par le biais des nominations
Les formes d'organisation complémentaires à l'Opus Dei

Introduction

L'histoire du Vatican nous montre que les politiques menées par le Pape au cours des dernières années se sont souvent accompagnées de répercussions géopolitiques. Il n'est qu'à relire quelques déclarations pour se convaincre des ambitions d'universalité de l'Eglise catholique et des implications politiques qui peuvent en découler.

Ainsi, Jean XXIII déclarait-il en mai 61 : « le problème le plus important de notre époque est peut-être celui des relations entre pays économiquement développés et pays en voie de développement. Les peuples rassasiés de richesses ne peuvent donc se désintéresser du sort de ceux dont la gêne est si grande qu'ils défont presque de misère et de faim et ne sont pas en état de jouir convenablement des droits essentiels de l'homme ».

Sur le même registre Jean-Paul II déclarait en 1984 : « selon les paroles du Christ, c'est ce Sud pauvre qui va juger le Nord riche. Les peuples pauvres jugeront ceux qui leur enlèvent ces biens, se réservant le monopole impérialiste de la suprématie économique et politique, aux dépens des autres ».

En pratique, depuis plus de 40 ans, les pontificats des Papes ont été une succession de combats : tout d'abord contre le matérialisme communiste, puis ensuite contre la montée des mouvements religieux ou sectaires d'influence protestante en parallèle à une lutte contre la « culture de la mort » d'un Occident décadent.

L'Amérique latine est le siège par excellence de ces deux premiers combats. Depuis Jean XXIII, les papes ont toujours porté une attention particulière à la vie de l'Eglise catholique dans cette partie du monde car un mouvement très particulier, et unique au monde, s'y est développé à partir des années 60 : la théologie de la libération. Inventée au Pérou, par Gustavo Gutierrez, la théologie de la libération avance un certain nombre d'idées contestataires qui ont bouleversé la doctrine de l'Eglise. D'influence marxiste, cette « nouvelle hérésie » a conquis de nombreux membres du clergé sud-américain, a tel enseigne que le risque d'un schisme historique a, pendant un temps, gravement menacé la chrétienté.

Les personnages à dimension historique, parfois « savoureux », ne manquent pas dans cette épopée doctrinale. Citons les prêtres-ministres du Nicaragua, les prêtres-colonels face aux prêtres-martyrs du San Salvador, les prêtres-généraux de Colombie, les prêtres-marxistes du Brésil.

Avec l'effondrement de l'Est, la théologie de la libération n'a plus aujourd'hui de réelle emprise en Amérique latine. Mais, ce territoire est devenu le siège de la montée du protestantisme sous toutes ses formes, et parfois de son instrumentalisation par les Etats-Unis.

Face à l'ensemble de ces deux menaces, le Vatican a déployé de nombreuses parades. Parmi celles-ci, on peut sans conteste inclure l'influence jouée par un mouvement catholique à dimension planétaire créé au début du siècle en Espagne : l'Opus Dei.

Ce mémoire a pour objet de présenter un état de la religion catholique depuis ces trente dernières années en Amérique latine. Puis de décrire ce qu'est l'Opus Dei et comment cette structure a-t-elle été, et continue-t-elle à être, un outil permettant au Vatican d'exercer son influence dans le monde latino-américain.

En troisième partie, il est présenté les voies « pratiques » d'exercice des influences vaticanes dans cette partie du monde.

Préambule

Nous prendrons comme définition de l'Amérique latine la zone s'étendant du Mexique au cap Horn, c'est à dire l'Amérique hispano-lusophone. Malgré leur continent commun, ces pays sont très variés, historiquement et sociologiquement.

De même, nous définirons « l'influence de Rome » comme étant celle du Pape stricto sensu, car deux autres acteurs catholiques (l'épiscopat et le clergé) ont mené des jeux d'influences qui lui étaient parfois opposés.

1. Etat des lieux du catholicisme en Amérique latine

Avec 90% de ses habitants baptisés, l'Amérique latine est le continent catholique par excellence. Elle comprend 45% des fidèles de l'Eglise romaine et un tiers des évêques¹. Le Brésil est l'un des premiers Etats catholiques du monde, son épiscopat est le plus nombreux de la chrétienté après celui de l'Italie. L'Eglise est souvent l'organisation la plus forte et la mieux articulée. Elle est en tout cas la seule en dehors de l'Etat qui inspire, patronne ou soutient aujourd'hui des institutions qui, de l'école au syndicat, couvrent tout l'éventail des activités humaines.

Mais l'Eglise y reste un colosse au pied d'argile : malgré la présence de près de la moitié du total des fidèles, l'Amérique latine ne regroupe que 9% du clergé mondial. L'encadrement ecclésiastique est très inégalement réparti. Ainsi, alors qu'on compte en France un prêtre pour 1400 habitants, les latino-américains dans leur ensemble ne disposent que d'un prêtre pour 5700 habitants. De plus, l'influence grandissante du protestantisme sous toutes ses formes (mouvements sectaires en particulier) y fragilise jour après jour la religion catholique.

C'est pourquoi, après que la politique du Vatican dans cette partie du monde se soit essentiellement inscrite dans la lutte contre le marxisme, elle tente depuis la chute du communisme en Europe de l'Est d'endiguer les mouvances sectaires protestantes d'influence nord-américaine.

Il convient de noter qu'à des niveaux d'exercice plus élémentaires du pouvoir, il est difficile d'identifier une politique vaticane au singulier tant les particularités propres à chaque Etat restent légion. La division de la communauté catholique elle-même complexifie la marge de manœuvre du Pape : entre une communauté d'évêques globalement conservatrice et une vaste communauté de prêtres attirée par les thèses de la théologie de la libération, la mise en œuvre d'une politique acceptée de tous a souvent relevé de la quadrature du cercle.

Pour simplifier, il semble possible de distinguer trois acteurs majeurs dans le monde catholique sud-américain : le Vatican dans son acception la plus stricte (Pape et Curie), l'épiscopat latino-américain, et enfin le reste du clergé (cardinaux exclus).

Pour étudier les interactions entre ces trois acteurs catholiques et les gouvernements en place, nous détaillerons plus particulièrement les exemples argentin, brésilien, nicaraguayen et colombien où l'influence de Rome a été particulièrement caractéristique d'une « adaptation au terrain ».

¹ Alain Rouquié, Amérique latine, introduction à l'Extrême-occident, SEUIL, pp. 238-246

1.1. Politique générale de l'Eglise en Amérique latine pendant la guerre froide

Des organisations d'apostolat ou de catéchèse aux congrégations religieuses ou laïques, l'Eglise dispose de nombreux moyens pour inspirer des attitudes, inciter des regroupements, stimuler des actions dans les domaines politique et social.

Les politiques ne s'y sont pas trompés en voyant dans l'Eglise une force appliquée au changement, y compris révolutionnaire si nécessaire...

1.1.1. Les grandes dates ²

Quelques dates et quelques données permettent de mettre en perspective la mutation qu'a connue le catholicisme latino-américain dans les trente cinq dernières années.

* 1955 :

En septembre, à l'issu du Congrès eucharistique de Rio de Janeiro, est créé un Conseil Episcopal Latino-Américains (CELAM) destiné à réfléchir sur les conditions spécifiques dans lesquelles est vécu le christianisme dans les pays du continent. Les évêques qui donnent naissance au CELAM ont été sensibles aux pressions de prêtres et de laïcs désireux de voir l'Eglise s'impliquer plus directement dans les problèmes des sociétés latino-américaines.

* 1958 :

Créée, sous les auspices du CELAM, la CLAR (Confédération Latino-Américaine des Religieux) entre très vite dans le mouvement d'aggiornamento lancé par le pape Jean XXIII. Elle fait preuve d'une grande souplesse d'adaptation en recherchant une insertion dans les milieux populaires, en vue de l'évangélisation des masses pauvres du continent. Elle fédère les 25 conférences nationales de la vie religieuse d'Amérique latine et des Caraïbes. Ses quelque 44000 religieux et 150000 religieuses représentent 80% des permanents de la pastorale de l'Eglise catholique dans cette partie du monde. C'est dire l'enjeu institutionnel de cet organisme.

Une précision juridique intéressante est à noter concernant cette confédération : les religieux ne dépendent pas de l'autorité de l'évêque : ils bénéficient de ce qu'on appelle l'exemption, c'est à dire qu'ils dépendent du Saint-Siège, sans qu'il s'agisse cependant d'une dépendance totale. Ils sont en quelque sorte des « corps francs » disponibles pour des besoins dont l'autorité suprême de l'Eglise reste juge. Le Vatican rencontrera des difficultés dans la gestion de la CLAR compte tenu du penchant de la confédération en faveur des thèses marxistes de la théologie de la libération (contrairement au CELAM qui restera très conservateur). Cette dépendance directe au Vatican n'est pas, d'un point de vue purement formel, sans rappeler le lien qui unira quelques années plus tard l'Opus Dei au Pape.

² Alain Rouquié, op. cit, pp.253

* De 1962 à 1965 : le Concile Vatican II

Il s'agit du premier concile sans condamnation de l'histoire du christianisme. Les participants sont 2000 pères conciliaires, experts religieux et laïcs, ainsi que des observateurs non catholiques. Le concile affirme la sacramentalité et la collégialité de l'Episcopat. Il promulgue de nombreux décrets et déclarations, mais son influence majeure réside dans ce qu'on l'a appelé « l'aggiornamento » : dialogue, insertion dans l'époque vécue, œcuménisme.

Pendant le Concile, Paul VI souligne que l'aspect social de la justice est celui qui frappe et intéresse le plus le monde latino-américain où les contrastes sont intenses et profonds. La commission de préparation du concile a en effet reçu deux mille réponses d'évêques du monde entier dont 220 ont trait au communisme à mots couverts. La majorité des demandes venait d'Amérique latine, où le communisme était un thème de propagande.

C'est pourquoi, deux questions sensibles y font leur apparition : le parallèle, voire le rapprochement, entre le marxisme et les thèses de l'Eglise des pauvres ; l'exclusion des riches de l'Eglise sous prétexte d'évangélisation des pauvres.

De fait, pendant la quatrième et dernière session du Concile, le groupe prend une initiative qui sera comme le point d'orgue de leurs travaux depuis trois ans. Il s'agit d'un texte d'engagement de conscience dans le sens d'une vie d'évêque dépouillée des richesses et des privilèges pour une évangélisation des pauvres et du monde du travail. Même si dans les textes votés par les pères conciliaires on ne trouve nulle part le mot communisme, ce texte d'engagement solennel deviendra pour certains d'entre eux, en surtout en Amérique latine, une véritable charte de vie.

* 1968 : La conférence de Medellin

« La conférence de Medellin a été celle de la hiérarchie catholique, en l'absence notoire de prêtres, de religieux, de religieuses et de laïcs. L'après-Medellin est placé sous le signe d'un ébranlement évangélique majeur en pastorale. Il amplifie les initiatives de nature pédagogique comme la méthode d'alphabétisation des adultes mise au point par le brésilien Paulo Freire. Méthode proprement révolutionnaire, elle éduque l'individu à partir de son contexte social et culturel pour en faire l'agent actif de son propre développement...

C'est au niveau du catholicisme populaire que les retombées de Medellin ont un effet déterminant grâce à la Bible qu'apportent dans les milieux démunis les prêtres et les religieuses qui décident d'aller vivre avec les pauvres à la campagne ou dans les faubourgs urbains. La Bible est le miroir grâce auquel ils se reconnaissent dans ce qu'ils sont et ce qu'ils font. La prise de conscience qui en résulte les rend aptes à combattre l'oppression dont ils sont victimes. Le mécanisme d'identification est en ce cas générateur d'action »³.

³ Charles Antoine, Guerre froide et Eglise catholique, l'Amérique latine, Paris ; CERF, 2000, pp. 235-240

* 1979 : La conférence de Puebla

Ouverte par Jean-Paul II, la troisième conférence Générale de l'Episcopat Latino-américain se tient à Puebla. L'enjeu de cette conférence est de taille : il s'agit de la confirmation ou non de la ligne pastorale et théologique de la théologie de la libération. Le document final affirme les grandes lignes de Medellin et donne ses lettres de noblesse à l'option préférentielle pour les pauvres.

1.1.2. La voix des « sans voix »

« Dans l'Amérique latine en guerre des décennies soixante à quatre-vingt-dix, l'Eglise catholique connaît une situation inhabituelle du fait d'être la seule à conserver son espace public de liberté : elle devient temporairement une instance critique du pouvoir politique. Elle remplit ce que les politologues appellent une « une fonction tribunitienne », au sens où ses choix en matière sociale, ses déclarations publiques et ses comportements pratiques constituent une prise de parole que la société et les pouvoirs en place ne peuvent ignorer. Ce rôle critique s'exerce en premier lieu quand des évêques, isolément ou en groupe, prennent publiquement position alors que les médiations normales de la société que sont les partis, les syndicats et les associations ont été réduites au silence par des gouvernements dictatoriaux. L'Eglise catholique devient, selon l'expression consacrée, la voix des « sans voix »...

L'occasion majeure pour les milieux catholiques d'exercer leur liberté de parole face aux régimes dictatoriaux est liée au problème des graves violations des droits de l'homme par les forces de l'ordre. Les initiatives, souvent à caractère œcuménique, prennent la forme de comités, commissions et autres dénominations de même nature. La tâche est double : procéder au relevé systématique des cas de violations et aider les victimes ou leurs proches par une assistance juridique »⁴.

1.1.3. Les politiques particulières du Vatican vis à vis de chaque Etat

La multiplicité des situations géopolitiques en Amérique latine ne permet pas de dresser un panorama simple et unique de l'action de Rome dans ce sous-continent. Pour éclairer plus justement ce qu'est la politique du Vatican en Amérique latine, il est obligatoire de dresser un historique rapide de la plupart des pays concernés. C'est en effet dans la multiplicité des situations auxquelles le Vatican fut confronté, qu'on distingue mieux les jeux complexes et nuancés qui ont pris place dans le continent sud-américain.

* Le rôle du Vatican en Argentine : la neutralité envers un épiscopat divisé

La volonté du Vatican est avant tout celle d'une apparente neutralité entre une partie de l'épiscopat local bienveillant envers le régime et une autre partie plus activiste.

⁴ Charles Antoine, op. cit, pp. 241-242

Mgr Bonamin, évêque auxiliaire aux armées, soulève une tempête quand en 1975 il déclare lors d'une messe pour un colonel assassiné par la guérilla : « il n'est pas possible que ce sang versé par les militaires n'ait pas de signification : il est le signe que Dieu rachète la Nation argentine par l'armée nationale. Dans la Nation, il y a trop d'abandons, trop de trahisons, la question se pose alors : Dieu n'attendrait-il pas des forces armées quelque chose de plus que ce qui est purement militaire ? ».

Cette déclaration qui sent le coup d'état reçoit l'assentiment de Mgr Tortolo qui est alors le président de l'épiscopat.

Les arrestations se multiplient dans tout le pays. Interrogé par un journaliste, Mgr Tortolo répond : « si je considère qu'il y a violation des droits de l'homme en Argentine ? je n'en sais rien. Je ne suis pas au courant. Je n'ai pas de preuves déterminantes que les droits de l'homme soient effectivement bafoués dans notre pays... »⁵.

Dans un message au clergé et aux fidèles, les évêques mettent en garde les destinataires contre la tentation de faire de la politique dans l'opposition. ils rappellent qu'aucun prêtre ne peut ni ne doit prendre parti dans les luttes politiques sans compromettre son investiture et par-là même l'Eglise. S'il s'agit de défendre les principes fondamentaux de la doctrine catholique, on ne parlera pas alors d'opposition politique, mais de nécessaire défense de l'autel et des valeurs éternelles. Quant aux membres de l'Action catholique et des mouvements d'apostolat, ils doivent se tenir toujours en dehors et au-dessus des partis politiques.

Dans le même temps, l'épiscopat est affecté par les événements. Deux mois après le départ de Mgr Tortolo de la présidence de l'épiscopat, les évêques manifestent enfin leur opinion sur la tourmente politique que connaît le pays. Cependant, aux yeux de l'histoire, ces manifestations resteront insuffisantes car la conférence des évêques maintiendra une position « neutre » contre vents et marées pendant les sept années que va durer le régime militaire.

« L'épiscopat est en réalité profondément divisé. Une majorité en son sein reste prisonnière du national-catholicisme qui préside aux rapports entre l'Eglise catholique romaine et la Nation argentine. C'est cette majorité qui imprime sa marque dans la mise en œuvre d'une stratégie de l'équilibre faite de balancement permanent sur les graves questions de l'heure qui inspirent à l'épiscopat les choix suivants :

⁵ Charles Antoine, op. cit, pp. 334

- Justifier l'intervention des forces armées pour le rétablissement de l'ordre, mais en rejetant la faute de ce qui est arrivé sur une subversion communiste très dangereuse.
- Critiquer le gouvernement sur les excès de la répression mais sans l'affaiblir. Pour cela, rappeler publiquement la légitimité de la répression comme « forme d'exercice de la justice », et s'appuyer sur « le caractère chrétien que le gouvernement des forces armées veut imprimer à sa gestion » pour lui demander discrètement de ne pas céder à l'arbitraire et de faire preuve de sereine grandeur d'âme.
- A propos de la grande question des détenus-disparus : se refuser à une condamnation publique et continue du gouvernement des forces armées, qui ne ferait que semer la confusion dans la communauté nationale ; mais adresser des critiques au gouvernement dans le cadre des réunions privées... »⁶

Sur la question des disparus, pour la durée du régime militaire de 1976 à 1983, on ne relève que cinq mentions dans les déclarations publiques et les lettres pastorales collectives de l'épiscopat.

Cela ne doit pas cacher une réelle implication de certains évêques. Pour la même période, on relève en effet vingt huit contacts privés entre des évêques et les autorités militaires. Certains sont même impliqués dans la lutte politique : à partir de 1981, l'archevêque de Sao Paulo abrite le Comité de défense de droits de l'Homme pour le Cône sud (CLAMOR). Au terme de deux années de recherche, centralisé au Brésil et non en Argentine pour raisons de sécurité, le CLAMOR publie un livre la liste de 7291 détenus-disparus en Argentine.

Et alors que la conférence épiscopale catholique fait preuve d'un mutisme persistant sur la grave situation des disparus, des milieux chrétiens argentins sont très actifs dans la dénonciation du véritable terrorisme d'Etat en matière de répression. Huit organisations voient le jour : Assemblée permanente des droits de l'homme, Centre d'études légales et sociales, Familles de disparus et de détenus pour motifs politiques, Grands-mères de la place de Mai, Ligue argentine des droits de l'homme, Mères de la place de Mai, Mouvement œcuménique pour les droits de l'homme, Service paix et justice pour l'Amérique latine.

« Si certains évêques participèrent aux différentes institutions de défense des droits de l'homme, ce n'est finalement qu'en août 1982 que l'Eglise institutionnelle manifesterait sa préoccupation au sujet des 8000 à 10000 « disparus » qu'elle avait ignorés jusque-là ».⁷

Le point d'orgue de la fragilité de la politique vaticane dans cette partie du monde sera sans conteste le discours du Pape le 12 juin 1982 au sanctuaire marial de Lujan : Jean-Paul II lit et commente quelques versets du Magnificat selon un choix sans doute malencontreux dans le contexte argentin. Deux versets ne sont pas cités : celui des puissants détrônés et celui des riches renvoyés les mains vides...

⁶ Charles Antoine, op. cit, pp. 336-337

⁷ Alain Rouquié, op. cit, pp.249

* le rôle du Vatican au Brésil : un abandon du terrain aux prêtres communistes

A partir de 1963, des marches « pour la défense de la famille avec Dieu et pour la liberté » sont organisées contre le gouvernement légal du président Goulard. De nombreux prêtres y prennent part avec l'approbation des évêques. Pour empêcher les communistes d'atteindre le pouvoir, l'armée s'en empare en 1964.

L'armée est soutenue par la CELAM dans sa lutte anti-bolchevique. A gauche, une dissidence chrétienne se manifeste. Les dominicains soutiennent dès 1967 la guérilla communiste. Mais en 1970, les dérives quant à l'usage de la torture, poussent le Vatican à prendre ses distances vis à vis de la hiérarchie en place. Les chrétiens de gauche s'emparent de l'Eglise.

Le Vatican entend cependant poursuivre son influence par le biais de la création d'une nouvelle structure spécialisée : la commission pastorale de la terre (CPT) structurellement rattachée à la conférence des évêques (CELAM), mais autonome dans son fonctionnement. Cette commission se veut une réponse à la dynamique des communautés ecclésiales de base (CEB) enclenchée par la théologie de la libération.

Dans le même temps, une initiative originale prend corps sous l'égide du cardinal Arns, archevêque de Sao Paulo. Dans la plus grande discrétion, un groupe lance ce qu'il appelle le « projet d'enquête Brésil : plus jamais ça » sur la répression durant la dictature. Le groupe choisit comme base de travail les documents produits par les autorités chargées de la répression. La tâche consiste à rassembler des copies de la quasi-totalité des procès politiques traités par la justice brésilienne entre 1964 et 1979.

C'est ainsi que sont obtenus par d'innombrables voies les copies de 700 procès complets pour un total de plus d'un million de pages immédiatement microfilmées en deux exemplaires, de façon à en protéger une copie en la déposant à l'étranger à l'abri de tout risque. En 1987, le diocèse de Sao Paulo met à la disposition des chercheurs internationaux le reste des résultats de l'enquête, à savoir 39 collections en 12 volumes.

En 1985, dans le nouveau contexte démocratique, Jean-Paul II décide de reprendre pied au Brésil.

* Le rôle du Vatican au Nicaragua : une remise au pas des prêtres-ministres

« Entre 1968 et 1979, une alliance se dessine entre la guérilla sandiniste et l'Eglise catholique qui est pénétrée par la théologie de la libération. Des communautés comme les Jésuites sont pénétrés par l'idéologie marxiste. En 1978, de nombreux chrétiens ont rompu avec l'Eglise et ont rejoint la guérilla contre le pouvoir de Somoza. Un an après les sandinistes l'emportent ; l'Eglise officielle est désormais éclipsée et des prêtres révolutionnaires rentrent au gouvernement (Ernesto et Fernando Cardenal) »⁸.

⁸ Aymeric Chauprade, Introduction à l'analyse géopolitique, Paris, Ellipses, pp. 190-191

Pour le Vatican, le régime sandiniste est radicalement marxiste-léniniste ; il est donc l'ennemi principal que l'Eglise est seule en mesure d'affronter. Les catholiques qui soutiennent le régime sont fondamentalement marxistes et ont ainsi renié leur christianisme ; ils sont donc l'ennemi secondaire à isoler, sinon à abattre. L'Eglise catholique estime, qu'étant en position de force, elle doit soumettre le régime.

C'est pourquoi, la journée que passe le pape sur le sol nicaraguayen, le 4 mars 1983, est entrée dans l'histoire du Vatican et de l'Eglise catholique d'Amérique latine. Lors de la rencontre à l'aéroport de Managua entre le père Cardinal et Jean-Paul II, le prêtre-ministre ôte son traditionnel béret noir, met un genou en terre et fait le geste de vouloir baiser la main du pape ; le pape retire sa main et agite un doigt réprobateur en le sermonnant de la voix.

Cet après-midi du 4 mars une assemblée de 6 à 7 mille personnes, soit le quart de la population, est réunie pour la messe. L'ambiance est tendue car se retrouvent face à face les partisans du gouvernement, majoritaires, et les opposants au régime, minoritaires mais organisateurs de la cérémonie religieuse. Les conditions sont réunies pour une explosion à la moindre étincelle. Elle jaillit au moment de l'homélie, car à mesure que Jean-Paul II durcit le ton sur le thème de l'unité de l'Eglise, un autre slogan lui répond lancé par l'autre partie de la foule : « nous voulons la paix ».

L'homélie finit dans une confusion grandissante. A ses propos sévères sur « l'Eglise populaire » répond le cri « pouvoir populaire ». La messe est précipitée par les célébrants, tandis que le tumulte est devenu général sur l'immense place et que la foule a déjà commencé à quitter les lieux.

« Très vite cependant des dissensions voient le jour chez les sandinistes et permettent l'émergence de modérés. L'Eglise et le Vatican opèrent un retour en force. L'Eglise officielle soutient l'alternance. Le Pape exclut en 1984 les ministres prêtres de leur ordre. En 1985, le nouveau cardinal nommé par Rome se solidarise avec la Contra, guérilla anti-sandiniste soutenue par les USA. Violetta Chamorro qui bénéficie de l'appui de Washington arrive au pouvoir en 1990 »⁹.

Pour expliciter la grille de lecture politique de ce pays, on peut dire que pour l'épiscopat nicaraguayen, c'est « le critère Est-Ouest (pays communiste - monde libre) qui l'a emporté sur le critère Nord-Sud (sociétés riches - masses pauvres). La hiérarchie catholique n'a pas su, ou pas voulu, choisir une stratégie du compromis, seule appropriée dans une problématique Nord-Sud. En focalisant la polémique sur l'unique question de la liberté et en faisant disparaître de son horizon la question de la pauvreté de masse, l'épiscopat nicaraguayen n'a pas seulement faussé la donne nationale par un effet indu de grossissement, il a également failli à sa mission d'évangélisation des pauvres dans la ligne de Vatican II et de Medellin »¹⁰.

⁹ Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 191

¹⁰ Charles Antoine, op. cit, pp. 326

* Le rôle du Vatican en Colombie : un pouvoir temporel considérable

« En Colombie où le cardinal Munoz Duque, archevêque de Bogota, a été promu général de brigade en juin 1976, l'Eglise jouit d'un pouvoir temporel considérable. Par le Concordat et l'Accord missionnaire de 1953, une partie du territoire est en effet confiée au gouvernement direct du clergé. Sur cet empire théocratique les pouvoirs civils doivent obéissance à l'autorité ecclésiastique. Le rôle de ces « maîtres des indiens » est bien sûr dénoncé par les chrétiens progressistes et le clergé contestataire colombien...

De ce fait, l'Eglise jouit d'une capacité de mobilisation et d'organisation d'autant plus efficace qu'elle apparaît comme un pôle idéologique contre-révolutionnaire. Son rôle de bastion des valeurs spirituelles et de la paix sociale contre le communisme athée et la lutte des classes lui donne une audience inégalée. La densité de ses réseaux paroissiaux autant que l'ampleur de ses ressources financières lui permettent même d'utiliser des moyens de propagande modernes avec un succès certain. Ainsi l'Eglise colombienne est-elle passée maîtresse dans l'art de mettre à son service la radio et la télévision. Les écoles radiophoniques du père Salcedo (radio Sutatenza) touchent un large public paysan qu'elles alphabétisent en le catéchant...

L'influence politique de l'épiscopat joue le plus souvent en faveur des causes conservatrices, comme lors des élections, où la parole autorisée de l'Eglise condamne les candidatures qui ne respectent pas son enseignement dans le domaine familial et scolaire. »¹¹

1.2. La théologie de la libération

On pourrait discuter encore longtemps sur l'énigme philosophique (ou le défi théorique) qu'a représenté le christianisme marxiste. Or les chrétiens marxistes ont existé : il s'est agi d'un fait social et politique indéniable.

1.2.1. L'origine de la théologie de la libération

Le réveil théologique spirituel et social de l'Eglise romaine rencontre un écho profond en Amérique latine. « Dans la foulée de Vatican II, la plupart des Eglises du continent, avec plus ou moins d'enthousiasme et de zèle, se mettent en devoir d'épouser leur siècle et de répondre aux exigences sociales du temps présent en prenant en charge « tous les hommes et tout l'homme ». Dans cet esprit de renouveau évangélique, la présence de l'Eglise doit emprunter de nouvelles modalités qui la rapprochent du « peuple de Dieu » : les pastorales spécialisées et la création de communauté ecclésiales de base (CEB) sont les moyens institutionnels choisis pour manifester « l'option préférentielle pour les pauvres » conforme aux nouvelles priorités de l'Eglise. L'avant garde du clergé engagé critique volontiers la dimension institutionnelle de l'Eglise en privilégiant ce qui devrait être sa fonction prophétique.

¹¹ Alain Rouquié, op. cit, pp.248-250

Ils dénoncent l'injustice comme un péché cardinal et soulignent l'incompatibilité entre la misère et la vie spirituelle : l'homme opprimé et exploité ne peut ni s'épanouir humainement ni faire son salut »¹².

« La théologie de la libération voit le jour avec la publication par Gustavo Gutierrez d'un livre encore controversé aujourd'hui. Ce livre interprète l'Évangile à la lumière de pans importants de la théorie marxiste. Les théologiens de la libération voient dans le marxisme la seule théorie capable d'offrir une analyse systématique et précise sur les causes de la pauvreté de même qu'une proposition concrète et radicale pour l'abolir. La lutte des classes devient un élément clé de cette nouvelle théologie. Nier l'existence de la lutte des classes c'est, en somme, prendre le parti des dominants ».¹³

Gustavo Gutierrez fait rapidement des émules. Ainsi, en 1981, le théologien (franciscain), brésilien Leonardo Boff « lance un véritable pavé dans la mare en dénonçant dans son livre *Eglise, Charisme et Pouvoir*, le système autoritaire de pouvoir dans l'Eglise, l'intolérance et le dogmatisme d'institutions comme la Sainte Congrégation pour la Doctrine de la Foi, le « culte chrétien de la personnalité des papes »..., l'opportunisme de l'Eglise-institution face aux vainqueurs (quels qu'ils soient). Cet ouvrage iconoclaste lui vaudra la condamnation par le Vatican à une année de silence »¹⁴.

Cet engagement en faveur des pauvres et des opprimés a donc ses théologiens, « qui mettent l'accent sur le message libérateur du Christ et interprètent la violence structurelle des sociétés injustes à la lumière des sciences sociales. Cette théologie de la libération, anticapitaliste et révolutionnaire, débouche parfois sur l'option du socialisme... Déchirée par des divergences graves et des conflits qui dépassent les controverses théologiques, elle est le lieu d'affrontements internes de nature indéniablement politique »¹⁵. Elle apparaît donc comme un « enjeu », ce qui ne peut laisser la Curie romaine indifférente.

« Au niveau des structures ecclésiastiques continentales, on observe une forte différenciation : d'une part le CELAM, contrôlé depuis 1972 par une équipe colombienne nettement conservatrice, mène un combat acharné contre la théologie de la libération. D'autre part, la CLAR, rassemblant les ordres religieux (jésuites, franciscains, dominicains...) ne cache pas sa sympathie pour les idées des nouveaux théologiens latino-américains.

Les oppositions se manifestent aussi au sein de l'Eglise de chaque pays : l'exemple le plus connu est évidemment le Nicaragua, où l'Eglise est divisée entre les nombreux prêtres, religieux et laïcs solidaires de la révolution (incluant les trois

¹² Alain Rouquié, op. cit, pp.253-254

¹³ Source internet : Marc Dean, théologie de la libération, www.web.apc.org/drainvil/viejos/octobre/liberation.htm

¹⁴ Michael Lowy, sous la direction de Georges Labica et Jean Robelin, *Politique et Religion*, l'Harmattan, pp. 179

¹⁵ Alain Rouquié, op. cit, pp.254-258

prêtres ministres) et la hiérarchie autour de Mgr Obando, étroitement associé à la Contra et à la politique de Reagan.

Au San Salvador, en 1980, on pouvait voir un évêque, Mgr Alvarez de San Miguel, arborer le titre de colonel de l'Armée, tandis qu'un autre évêque, Mgr Romero, dénonçait les méfaits des militaires et se solidarisait avec les mouvements populaires »¹⁶.

Mais en dépit des mises en garde contre la violence comme moyen de transformation sociale, les « libérateurs » marquèrent indéniablement des points. Populorum Progressio reconnaît le droit à l'insurrection dans le cas d'une « tyrannie évidente et prolongée qui porte atteinte aux droits de la personne »

1.2.2. Les CEB : outil de développement de la théologie de la libération

« Au niveau de l'Eglise, le grand changement a été l'essor des Communautés Ecclésiales de Base (CEB), notamment au Brésil, où elles rassemblèrent plusieurs millions de chrétiens, mais aussi, à moindre échelle, dans l'ensemble du continent. La communauté de base était un petit groupe de voisins qui appartenaient au même quartier populaire, bidonville, village ou zone rurale, et se réunissaient régulièrement pour lire la Bible et en discuter à la lumière de leur propre expérience de vie. Peu à peu les débats et les activités de la communauté s'élargirent et elle commencèrent à assumer des tâches sociales : cours d'alphabétisation, formation de coopératives, activités d'entraides diverses...

Fréquemment, les CEB se sont coordonnées et ont donné naissance à des mouvements sociaux : lutte pour le logement, l'électricité ou l'eau dans les bidonvilles, lutte pour la terre dans les campagnes. Et dans certains cas, l'expérience de ces luttes a conduit à la politisation et à l'adhésion de plusieurs animateurs ou membres des CEB à des partis classiques ou à des fronts révolutionnaires »¹⁷.

Les CEB ont joué fréquemment un rôle dans la défense des intérêts communs de leurs membres, car « cette façon de vivre la foi chrétienne collectivement au lieu d'aller simplement prier à l'église a entraîné une « conscientisation » des participants qui se regroupaient sur leur lieu d'habitation. La pastorale communautaire apparaissait essentiellement comme une pastorale de classe. Pour les classes possédantes et les milieux conservateurs, les communautés, en organisant une association horizontale entre pairs sociaux, ont rompu l'agencement vertical du statu quo... Pour le Saint-Siège et une partie des évêques traditionalistes, c'est le découpage en classes du peuple de Dieu qu'opèrent les CEB et leur tendance à ignorer la hiérarchie, qui étaient dangereux pour la cohésion de l'Eglise »¹⁸.

¹⁶ Michael Lowy, op. cit, pp. 173-174

¹⁷ Michael Lowy, op. cit, pp. 180

¹⁸ Alain Rouquié, op. cit, pp.257

1.2.3. La fin de la théologie de la libération

Jean-Paul II : « avec la chute du communisme, la théologie de la libération chute également ».

A la conférence de Puebla, du 27 janvier au 12 février 1979, « les milieux progressistes craignent un recul par rapport à Medellin, voire une mise au pas publique de l'Eglise contestataire. La personnalité et les préoccupations du pape venu de l'Est sont connues. Le nouveau souverain pontife est très attaché à l'orthodoxie doctrinale. Peu porté aux percées théologiques, il se veut le défenseur de l'enseignement moral traditionnel de l'Eglise et se défie de tout ce qui, de près ou de loin, se réfère au marxisme... La conférence donne son appui au clergé en lutte en faveur des droits de l'homme... Mais elle se refuse à envisager la violence comme moyen légitime d'abattre les tyrannies et de libérer les hommes. En retrait par rapport à Populorum Progressio et à Medellin, les évêques latino-américains renvoient dos à dos le terrorisme d'Etat et les guérillas révolutionnaires »¹⁹.

Le couperet tombe lorsque la CLAR est accusée d'être un magistère parallèle à celui des évêques, et de véhiculer une théologie de la libération refusée par le Saint-Siège : elle répand une lecture réductrice de la Bible de caractère marxiste. Le frère Coscia, capucin argentin et président des religieux, est contraint d'aller à Canossa sous peine d'une dissolution de la confédération par Rome. Comme si les désaveux et les menaces ne suffisaient pas, la CLAR fait l'objet d'une mesure d'ingérence : l'imposition par le Saint-siège d'un religieux comme secrétaire général, en lieu et place d'une religieuse choisie statutairement par la présidence.

Puis, l'année 1989 marque une étape car « Jean-Paul II est convaincu que la théologie de la libération a fait son temps, et s'est écroulée avec les régimes communistes. La normalisation de l'Amérique latine est poursuivie avec des nominations d'évêques conservateurs et la place grandissante à des mouvements comme l'Opus Dei, le néo-catéchuménat, les Légionnaires du Christ, le Renouveau charismatique »²⁰.

Ainsi, Rome met en 1991 la CLAR sous tutelle (via la Congrégation pour les instituts de vie consacrée et les sociétés de vis apostolique) avec la nomination d'un délégué du Pape dans ses affaires et la modification statutaire de l'élection des membres de la présidence (il faudra attendre l'assemblée générale de 1994 pour voir la tutelle sur la CLAR officiellement levée).

1.2.4. Pourquoi l'Eglise ne pouvait accepter la théologie de la libération

Le pape met en garde « les catholiques qui collaborent avec le pouvoir athée et qui en viennent à la conclusion qu'il est nécessaire de mitiger la doctrine du seigneur et de l'adapter aux temps nouveaux et aux circonstances nouvelles, énervant ou modifiant les principes de la religion catholique, pour les accorder faussement aux erreurs de ce siècle en progrès ».

¹⁹ Alain Rouquié, op. cit, pp.256

²⁰ Bruno Chenu, l'histoire N°241 mars 2000 : le démantèlement de la théologie de la libération, pp.47

La grande préoccupation du saint-siège est effectivement la compromission d'un certain nombre de catholiques avec les régimes communistes. Sont visées les membres des églises nationales sous contrôle des autorités politiques, voire les épiscopats qui négocient leur survie avec les gouvernements communistes de leurs pays respectifs.

Si le Vatican n'a jamais manifesté son inquiétude face aux tendances intégristes au sein de l'Eglise ni condamné publiquement le soutien de prêtres ou d'épiscopats aux dictatures militaires, la Curie romaine s'est émue de certaines dérives représentées par le fonctionnement des communautés ecclésiales de base (CEB) et par les « théologiens de la libération ». En effet, des raisons doctrinales et pastorales ne pouvaient laisser se développer les déviations communistes, d'autant plus quand la responsabilité de l'Eglise était confiée à un homme ayant eu à combattre personnellement le monde communiste.

* Des raisons doctrinales :

pour le Vatican, « le marxisme, même baptisé, ne peut être innocent, parce que consubstantiellement lié à une idéologie athée. La proclamation de la parole divine ne doit pas attendre les changements de structures, et ceux-ci ne sont pas du ressort de l'Eglise »²¹.

L'opposition des catholiques au communisme n'est pas une opposition politique, mais la « défense sereine et ferme des valeurs éternelle » puisque la subversion communiste s'emploie à détruire ces valeurs ; combattre le communisme est donc une nécessité absolue puisqu'un vrai catholique ne peut rester indifférent en face de l'athéisme militant. En sens inverse, si un catholique fait un bout de chemin avec les communistes, il fait, lui, de la politique et tombe donc sous le coup du bras séculier.

En Colombie par exemple, l'épiscopat rappelle longuement les enseignements de la papauté sur les dangers du socialisme et du communisme. Les évêques écrivent que les syndicats doivent être des instruments de concorde et qu'en cela ils diffèrent substantiellement des syndicats socialistes et communistes qui voient dans les syndicats une troupe de choc, une armée de combat destinée à détruire ce qu'ils appellent la bourgeoisie, à éliminer les classes économiquement supérieures pour établir la prédominance absolue et exclusive du prolétariat.

Il faut noter que le ton des évêques centro-américains n'est vraiment pas celui d'un Pie XII sur le même sujet. Leur langage est celui de la diabolisation, qui fait le bonheur des ecclésiastiques et des catholiques intégristes dans les congrès anticommunistes en voie de multiplication dans toute l'Amérique latine. C'est un cri de guerre largement entendu dans les milieux politiques et militaires brandissant l'étendard de la défense de la civilisation occidentale et chrétienne, et applaudissant des deux mains à ces déclarations des autorités catholiques de leurs pays.

²¹ Alain Rouquié, op.cit, pp.258

* Un Pape ayant eu à combattre personnellement le communisme

L'analyse de la lutte contre la théologie de la libération ne peut cependant faire l'impasse d'un éclairage par l'histoire personnelle de Jean-Paul II. La vision du communisme de l'homme venu de l'est permet de mieux appréhender le déploiement d'énergie du Vatican pour lutter contre le marxisme en Amérique latine.

L'attitude de Jean-Paul II vis-à-vis du communisme juste après guerre « est en retrait par rapport à nombre d'ecclésiastes polonais qui se livraient alors à une guerre d'usure. Ce qui l'intéresse, c'est de promouvoir la culture catholique et polonaise parmi les étudiants dont il a la charge. Il ne change pas de ligne lorsqu'il est nommé archevêque de Cracovie en 1963. Alors que le cardinal de Varsovie fait figure d'opposant éclairé au régime, le futur Pape continue de s'occuper de questions religieuses »²². Mais son aversion pour le communisme est réelle et c'est en fait par le biais de la culture et de la promotion des idées qu'il entend déstabiliser le pouvoir, bien plus que par une lutte frontale et déclarée.

Son premier voyage en Pologne est symptomatique de cette volonté souterraine de lutte. En rassemblant des centaines de milliers de fidèles, il leur a permis de prendre conscience de leur force. En cela, il a été plus déstabilisant pour le communisme que la longue liste des condamnations antérieures.

Ce qui l'irritait profondément dans les prises de position de certains prêtres d'Amérique latine était sans conteste l'implication excessive dans les affaires du monde, mais surtout le recours à une explication marxiste de la société. Comment aurait-il pu accepter des tendances qu'il avait mises toute son énergie à marginaliser en Europe de l'Est ? Pour lui, le marxisme restait la doctrine au nom de laquelle avait été opprimé son peuple. En conséquence, il ne fallait guère s'attendre à voir décroître l'activisme papal dans cette partie du monde où se jouait l'avenir de l'Eglise.

²² Etienne Fouilloux, l'histoire N°241 mars 2000 : les croisades de Jean-Paul II, pp.49

1.3. Vatican, USA et mouvements protestants

1.3.1. Généralités

Face à la théologie de la libération, le Vatican et les USA ont tenté de conserver leur influence dans la zone. Les USA, sous l'impulsion du président Reagan ont pris ouvertement l'initiative de réduire l'influence de la théologie de la libération. USA et Vatican ont donc souvent mené des politiques complémentaires pendant la guerre froide.

Depuis la chute du communisme, « on observe aujourd'hui en Amérique latine un déclin statistique du catholicisme au profit des Eglises évangéliques pentecôtistes. En 1984, les évêques catholiques réunis à la conférence de Bogota purent constater que l'Amérique latine devenait protestante plus rapidement que l'Europe centrale au XVIème siècle. Alors qu'on estime à dix pour cent environ la proportion de chrétiens non-catholiques en Amérique latine (45 Ms sur les 450 MS d'habitants), le protestantisme au Brésil avoisine les vingt pour cent, et dépasse les vingt cinq pour cent au Chili et au Guatemala »²³.

Mais la montée du protestantisme n'est pas que le résultat de l'appui du gouvernement américain pour lutter contre la théologie de la libération. Des forces socio-économiques internes beaucoup plus fortes que l'interventionnisme externe ont surtout déterminé les mutations des sociétés et religions latino-américaines.

Même s'il a parfois été instrumentalisé, on ne peut lier directement le protestantisme sud-américain aux USA. En ce sens, il y a bien trois acteurs : le catholicisme, les USA et le protestantisme sous toutes ses formes. D'ailleurs, si les Eglises évangéliques « ont soutenu les régimes forts au Chili, au Brésil et au Guatemala...les Etats-Unis prennent à présent du recul avec ces sectes difficiles à contrôler »²⁴.

1.3.2. Les USA contre la théologie de la libération

La préparation des élections américaines de 1980 est « l'occasion pour un groupe d'experts du Parti républicain de présenter au candidat des propositions en vue d'une nouvelle politique interaméricaine pour les années 80. La prise de pouvoir par les sandinistes au Nicaragua ayant relancé la dynamique révolutionnaire, il est urgent d'allumer des contre-feux. L'église catholique et l'évangélisme protestants retiennent l'attention des experts nord-américains. L'Eglise catholique parce que son rôle est vital pour le concept de liberté politique »²⁵ ; le protestantisme parce que « les protestants d'Amérique latine, largement minoritaires, se sont rarement trouvés du côté de la théologie de la libération. Leur position était au contraire conservatrice et pro-américaine. Washington su canaliser cette inclination contre-révolutionnaire pour faire barrage au marxisme »²⁶.

²³ Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 191

²⁴ Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 191

²⁵ Charles Antoine, op.cit, pp. 296

²⁶ Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 191

1.3.3. USA, protestantisme et Vatican en lutte d'influence

La lutte contre le protestantisme ne débute pas avec la fin de l'ère communiste. Dès 1956, en Amérique centrale, les évêques signent une lettre pastorale collective, ce qui est une première. Ils présentent à leurs fidèles un panorama des principaux problèmes de la région. Est passé en revue la défense de la foi catholique face au protestantisme avec ses innombrables sectes.

Mais il est vrai que cette lutte est d'autant plus visible aujourd'hui, que l'effort mené contre la théologie de la libération a porté ses fruits. Ainsi, au Guatemala en 1996, les habitants attendent de Jean-Paul II un « encouragement au gouvernement et à la guérilla pour mettre fin à une guerre civile qui a fait 100 000 morts en 35 ans... Le Vatican espère que la visite du pape signifiera un renouveau de la foi dans un pays où les sectes ont gagné 25 à 30 % de la population... Selon les prélats latino-américain, les sectes proviennent souvent des USA et portent des messages idéologiques promouvant des « intérêts étrangers »... Ainsi, le cardinal de Managua, Mgr Bravo, estime que certaines sectes implantent le « pouvoir politique et économique » des USA après que ces derniers eurent constaté que l'Eglise catholique ne servait pas leurs intérêts... »²⁷

Cette préoccupation rejoint un autre péril que dénoncera le pape sur le continent le plus catholique du monde : le capitalisme sauvage. Critiquant les plans dictés par la Banque Mondiale et le FMI, Jean-Paul II a déjà pointé un doigt accusateur sur les politiques ultra-libérales qu'appliquent de nombreux gouvernements.

« Aujourd'hui, dans le contexte post-bipolaire, le Vatican et les USA, qui hier étaient des alliés communs face au communisme, se disputent de plus en plus l'influence sur l'Amérique latine. L'inquiétude du Pape face à l'évangélisation protestante est telle, qu'elle pousse même le Vatican à modifier son attitude à l'égard de Cuba »²⁸. L'opposition Vatican-USA est apparente :

« Jean-Paul II a désapprouvé la guerre du Golfe,... le Vatican et les USA se sont opposés sur la question du droit universel à l'avortement lors de la conférence mondiale du Caire sur la population et le développement en 1994... Plusieurs voyages en Amérique du nord ont été émaillés d'incidents. Il s'est retrouvé face à des minorités qui le jugent trop conservateur et auxquelles il n'hésite pas à dire leur fait... Ces expériences pénibles ont sans doute renforcé sa conviction sur l'affaiblissement spirituel des catholicités occidentales et sur la nécessité d'une nouvelle évangélisation confiée à des communautés nouvelles (Opus Dei), plutôt qu'aux structures classiques. Ces communautés sont les agents privilégiés de la nouvelle évangélisation : moins par la volonté de transformation de la société mais par plus d'attestation directe de la foi (JMJ...) ».²⁹

²⁷ Les Dernières Nouvelles d'Alsace, le Pape en terre de « nouvelle évangélisation », mardi 6 février 1996 (source internet)

²⁸ Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 192

²⁹ Etienne Fouilloux, op.cit, pp.50

1.3.4. Quelques facteurs d'explication du succès de l'évangélisme en Amérique latine

- « Dans les pires moments de la guerre froide, le catholique était souvent apparenté au marxiste ; il devenait de fait une cible idéale pour les escadrons de la mort.
- L'éthique puritaine des Eglises évangéliques a incontestablement marqué des points dans l'amélioration de la vie quotidienne chez les pauvres. Les évangéliques ont lutté plus efficacement que l'Eglise catholique contre le jeu, l'alcool, la prostitution et ont amélioré la condition des femmes ; celles-ci ont d'ailleurs contribué à grossir les rangs des fidèles évangélistes »³⁰.

1.4. L'état des lieux actuel

1.4.1. L'assouplissement de l'Eglise vis à vis de la théologie de la libération

« Essayant de faire face au défi de la théologie de la libération, Rome répond en 1984 par une instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération, signée par la Sainte Congrégation pour la Doctrine de la Foi (cardinal Ratzinger), qui dénonce la théologie de la libération comme une hérésie nouvelle fondée sur l'utilisation de concepts marxistes. La réaction des théologiens latino-américains et celle de secteurs importants de l'Eglise (notamment au Brésil), oblige cependant le Vatican à lâcher du lest : en 1985 apparaît une nouvelle instruction, plus positive, « Liberté Chrétienne et Libération », qui reprend certains thèmes de la théologie de la libération, mais en les « spiritualisant » et en les dépouillant de leur contenu social-révolutionnaire »³¹. Cet assouplissement intervient cependant dans un contexte d'autant plus aisé qu'avec la chute du communisme s'écroule la théologie de la libération.

1.4.2 Une unité de l'Eglise qui masque de réelles dissensions

« Si dans le passé, l'Eglise en Amérique latine a pu apparaître comme une corporation homogène et monolithique, cela ne correspond pas, de toute évidence à la réalité actuelle. D'un pays à l'autre, on trouve des orientations diamétralement opposées : par exemple, en Argentine, pendant la dictature militaire, l'Eglise a cautionné, par son silence complice, les forfaits du régime. Elle se fait maintenant l'apôtre du « pardon » aux criminels de l'Armée et mobilise ses troupes contre le vrai danger qui menace la nation : le divorce... De même, en Colombie, l'Eglise reste vissée, corps et âme, au système oligarchique, qu'elle légitime au nom de la religion et de la lutte contre le communisme athée. Par contre, au Brésil, l'Eglise a dénoncé, depuis 1970, le régime militaire et elle continue aujourd'hui à soutenir les luttes ouvrières pour les salaires ou le mouvement des paysans pour la terre...

³⁰ Source : Aymeric Chauprade, op.cit, pp. 191-192

³¹ Michael Lowy, op. cit, pp. 179

On voit donc que la division de l'Eglise ne se réduit pas au schéma vertical habituel : « ceux d'en bas » (les mouvements chrétiens populaires, les communautés de base) contre « ceux d'en haut » (la hiérarchie, le sommet de l'Eglise). Elle est aussi horizontale, traversant l'ensemble du corps ecclésiastique de haut en bas, depuis les Conférences Episcopales jusqu'au clergé diocésain, les ordres religieux, les mouvements laïcs. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit de contradictions au sein d'une institution qui maintient malgré tout son unité, dans la mesure où ses finalités religieuses apparaissent comme non-réductibles au champ politique ou social »³²

« Comme hier, avancées et reculs ont alterné au gré des événements et des humeurs. Ce qui s'est passé chez les catholiques ne se réduit pas au clivage facile, commode pour les médias, entre conservateurs et progressistes (avec leurs inévitables révolutionnaires). Une autre grille d'analyse est nécessaire si l'on veut rendre compte honnêtement des comportements individuels et collectifs tels qu'ils ont existé... En prenant les évêques pour modèle, parce qu'ils constituent une catégorie sociale très typée donc plus lisible, quatre sensibilités ou tendances peuvent être caractérisées :

- Les intégristes pour qui il n'y a de vérité que catholique. C'est le versant du pessimisme catholique faisant bon ménage avec les pouvoirs politiques qui se réclament de la défense de la civilisation occidentale et chrétienne.
- Les institutionnels, pour qui l'institution ecclésiastique est garante des personnes. Ils sont généralement doués de sens politique, de capacité d'analyse et de sens juridique. En cas de conflit, par exemple entre un prêtre et le gouvernement, le préjugé joue en faveur de l'autorité publique. Mais s'ils jugent que l'Eglise comme telle est visée, ils sont prêts à prendre le risque d'un conflit avec l'Etat.
- Les pastoraux, pour qui prime le bien de la communauté ecclésiale. Si un conflit se produit avec les autorités temporelles, ils estiment généralement plus conforme à l'Evangile de prendre la défense des personnes, même si c'est au détriment de l'institution Eglise.
- Les évangéliques, pour qui la situation dramatique des populations pauvres est un critère fondamental de choix pastoraux et d'action. Ils estiment que leur responsabilité d'évangélisation a priorité absolue sur la diplomatie ecclésiastique. Dans les conflits, la radicalité de leur engagement chrétien leur fait prendre consciemment des risques pour leur personne »³³.

³² Michael Lowy, op. cit, pp. 173-174

³³ Charles Antoine, op.cit, pp. 343-344

1.5. Conclusions sur le rôle du Vatican en Amérique latine

« L'Amérique latine est le continent catholique par excellence où la grande majorité de la population est immergée depuis sa naissance dans la culture religieuse romaine. Mais en même temps elle est le maillon faible de la chaîne catholique, parce que l'aggravation de la dépendance économique et de la misère populaire, l'approfondissement des contradictions sociales, et la victoire de la révolution cubaine provoquent une vague de luttes populaires et de tentatives révolutionnaires qui n'a pas cessé, de 1960 à nos jours. C'est dans ces conditions que des ruptures auront lieu et que tout un secteur de l'Eglise se ralliera à la cause des pauvres et à leur lutte de libération.

Vatican II a sans doute contribué à cette évolution. Non de façon directe, parce que les résolutions du Concile ne dépassaient pas les limites d'une modernisation. Mais cette ouverture, en ébranlant les anciennes certitudes dogmatiques, a rendu la culture catholique perméable aux idées nouvelles et aux influences extérieures. En s'ouvrant au monde moderne, l'Eglise ne pouvait échapper aux conflits sociaux qui agitaient ce monde, notamment en Amérique latine. La théologie de la libération n'a pas créé ce changement : elle en est le produit. Plus précisément, elle est l'expression de tout un mouvement social qui se manifeste par l'engagement des chrétiens dans les associations de quartiers, les syndicats ouvriers, les ligues paysannes, les centres d'éducation populaire, les partis politique de gauche... »³⁴

« Les conférences de Medellin et de Puebla ont été des événements mondiaux. En raison de l'importance numérique des communautés catholiques d'outre-atlantique, tout ce qui affecte l'Eglise latino-américaine affecte désormais directement l'Eglise universelle. Si une déviation théologique quelconque ou un schisme s'emparait d'elle, on peut penser qu'il serait plus grave encore que la réforme du XVIème siècle. Aussi comprend-on que le Saint-Siège et de nombreux évêques furent préoccupés par les tendances centrifuges d'un catholicisme radicalisé voire révolutionnaire. Il est vrai que l'Eglise était bien loin de parler d'une seule voix... à quelques semaines de distance, l'épiscopat brésilien justifiait le vol en cas « d'extrême nécessité » en citant saint Thomas d'Aquin, tandis que Jean-Paul II déclarait que « les pauvres ne sont pas une classe en lutte ».... »³⁵

³⁴ Michael Lowy, op. cit, pp. 176-177

³⁵ Alain Rouquié, op.cit, pp.258

2. L'Opus Dei

2.1. Description de l'œuvre

Avertissement : l'ensemble du chapitre 2.1 est réalisé avec des documents issus d'un site Internet³⁶ de l'Opus Dei. Le lecteur n'y trouvera par conséquent aucun argument pouvant mettre en cause la prélatrice. Cependant, les faits « officiels » nous ont paru suffisamment éclairants pour permettre à un lecteur critique de pouvoir entrevoir les éventuelles faiblesses structurelles, et suffisamment objectives pour ne pas avoir été dénoncées dans les multiples sources de ces détracteurs.

2.1.1. L'origine

L'œuvre fut fondée en 1928 par un jeune prêtre catholique de 26 ans, Josémaría Escrivá qui reçut une inspiration du Seigneur au cours d'exercices spirituels qu'il suivait à Madrid. Le nom de « Opus Dei » est postérieur puisque son fondateur ne l'utilisa qu'au début des années 30. Mgr Escrivá fut béatifié par le Pape en 1992.

2.1.2. Les buts

L'Opus Dei est une prélatrice personnelle qui se propose de diffuser au monde le message de l'appel universel à la sainteté. Il peut se ramener aux traits suivants : filiation divine, valeur sanctificatrice de la vie ordinaire, sanctification du travail, amour de la liberté, vie d'oraison et de sacrifice.

L'Opus Dei a pour activité principale de donner à ses membres, et aux personnes qui le désirent, les moyens spirituels nécessaires pour vivre dans le monde en bons chrétiens. Sur la base de cette formation, chacun réalise individuellement son apostolat, en rendant témoignage de Jésus autour de lui. Cette tâche personnelle est l'apostolat principal de l'Opus Dei.

2.1.3. Les membres

Les membres de l'Opus Dei sont des citoyens qui jouissent des mêmes droits que leurs semblables et qui sont soumis aux mêmes obligations. Ils s'efforcent d'agir au sein de la société avec liberté et responsabilité personnelle, sans prétendre engager l'Eglise par leurs décisions et sans présenter celles-ci comme les seules qui seraient cohérentes avec la foi. Ce qui implique de respecter la liberté et les opinions d'autrui.

L'Opus Dei comprend quatre catégories de membres :

- les numéraires (clercs ou laïcs célibataires qui s'engagent à la pauvreté, la chasteté, l'obéissance et la vie commune),
- les agrégés (mêmes engagements sauf la vie commune),
- les surnuméraires (laïcs qui vivent dans le « monde » mais qui contribuent financièrement),
- les coopérateurs (sympathisants chrétiens ou non).

³⁶ www.opus-dei.fr (Bureau de l'information de l'Opus Dei)

La plupart des fidèles de l'Opus Dei mènent une vie professionnelle, familiale et sociale parfaitement normale, identique à celle de leurs concitoyens. L'esprit de l'Opus Dei vient y ajouter une incitation à réaliser leurs tâches quotidiennes de façon à ce qu'elles soient dignes d'être offertes à Dieu, et rendent un service à leur famille, à leurs proches et à la société. Ils essaient ainsi d'exercer les vertus chrétiennes dans leur vie, et d'encourager les autres à faire de même. Ils ont fréquemment recours à l'Eucharistie et à la confession et ils consacrent chaque jour du temps à la prière, à la lecture de l'Évangile, ainsi qu'à d'autres actes de piété personnelle. Ils pratiquent la mortification chrétienne, avant tout dans les petites choses (en prenant soin des détails du quotidien, des relations avec leur prochain.). Ils font chaque année une retraite spirituelle de quelques jours et suivent régulièrement des cours de doctrine ou des causeries sur la foi.

Selon l'Annuaire Pontifical, il y a 80 000 fidèles de la prélatrice de l'Opus Dei dans le monde, dont plus de 1506 prêtres, 352 séminaristes, et 77445 laïcs.

2.1.4. La prélatrice personnelle

La plupart des juridictions ecclésiastiques qui existent sont territoriales, car elles sont organisées sur la base d'un lien des fidèles à un territoire déterminé par leur domicile. C'est le cas typique des diocèses. Dans d'autres cas, la détermination des fidèles d'une juridiction ecclésiastique ne se fait pas en fonction du domicile mais selon d'autres critères, comme la profession, le rite, la condition d'immigré, une convention établie avec l'entité juridictionnelle. C'est par exemple le cas des ordinariats militaires et des prélatrices personnelles.

Ainsi, les prélatrices personnelles sont des institutions qui appartiennent à la structure pastorale et hiérarchique de l'Église. Elles sont constituées par des prêtres et des diacres du clergé séculier et par des fidèles laïcs qui, par une convention, s'incorporent à la prélatrice. À la tête de la prélatrice se trouve un prélat, nommé par le Souverain Pontife, avec ou sans caractère épiscopal, qui dirige avec un pouvoir ecclésiastique de gouvernement ou de juridiction.

Elles sont des entités analogues aux diocèses. En effet, elles comprennent un prélat, qui peut être évêque, un presbytérium composé de prêtres séculiers et des fidèles laïcs : tous ces éléments constitutifs structurent une prélatrice de façon analogue à un diocèse. Mais les prélatrices personnelles ne sont pas des diocèses, entre autre raison parce qu'une de leurs caractéristiques est que leurs fidèles continuent d'appartenir aussi aux églises locales ou au diocèse où ils ont leur domicile.

La prélatrice personnelle de l'Opus Dei n'entretient pas de relation avec les diocèses. Elle possède son autonomie propre et une juridiction ordinaire, qui lui permettent de réaliser sa mission au service de l'Église universelle. C'est pourquoi, elle ne dépend de façon immédiate et directe du Souverain Pontife que par l'intermédiaire de la Congrégation pour les évêques. Les autorités régionales de la prélatrice entretiennent des rapports habituels avec les évêques des diocèses dans lesquels la prélatrice réalise sa tâche pastorale et apostolique.

Quant aux prêtres de la prélatrice, ils dépendent totalement du prélat, qui leur fixe leurs tâches pastorales, qu'ils accomplissent en étroite collaboration avec la pastorale diocésaine. La prélatrice les prend en charge sur le plan financier. Le prélat a donc une très forte autorité sur les prêtres de l'ordre.

Les laïcs dépendent également du prélat pour tout ce qui se rapporte à la mission spécifique de la prélatrice. Ils sont soumis aux autorités civiles de la même manière que les autres citoyens, et aux autres autorités ecclésiastiques comme tout laïc catholique.

Le prélat bénéficie de la collaboration d'un conseil (appelé Assessorie Centrale) composé de femmes et d'un autre conseil (Conseil général) composé d'hommes. Ils ont tous deux leur siège à Rome.

Aucune charge de gouvernement n'est exercée à vie, à l'exception de celle du prélat.

Les travaux en vue d'appliquer la nouvelle figure juridique des prélatrices personnelles à la réalité de l'Opus Dei commencèrent en 1969. L'Opus Dei fut érigé par Jean-Paul II prélatrice personnelle de dimension internationale par la Constitution apostolique *Ut Sit*, du 28 novembre 1982. Par ce document, le souverain pontife promulguait les Statuts ou loi particulière pontificale de la Prélatrice de l'Opus Dei. Par cette loi, l'Opus Dei devenait un instrument assez proche du Pape.

Mgr Xavier Echevarria est l'actuel prélat de l'Opus Dei. Après son élection et sa nomination par Jean-Paul II le 20 avril 1994, le pape l'a ordonné évêque le 6 janvier 1995 en la basilique Saint Pierre.

2.1.5. Les activités de l'Opus Dei

Les œuvres à l'instigation des membres de l'Opus Dei sont dénommées œuvres d'apostolats collectifs lorsqu'elles sont lancées en collaboration avec d'autres personnes, et lorsque la prélatrice en assume la responsabilité morale. L'Opus Dei prend en charge tout ce qui concerne leur orientation chrétienne. Les œuvres d'apostolat collectif suivent le régime légal et fiscal prévu dans chaque pays pour ce genre d'institutions civiles. Les organismes promoteurs sont entièrement responsables des aspects financiers, d'organisation ; ils sont également propriétaires des locaux et des installations matérielles. Chaque initiative est financée selon les principes habituels pour ce type d'activité : argent versé par les bénéficiaires, cotisations et apports...

Il arrive souvent que les œuvres d'apostolats collectifs soient déficitaires, compte tenu du genre d'activité qu'elles exercent et parce que leur finalité n'est pas lucrative. C'est pourquoi elles reçoivent souvent les subventions officielles que les pouvoirs publics ont prévues pour les activités d'intérêt social, de même que l'aide de fondations privées et d'entreprises. Une autre source de revenus est constituée par les dons des fidèles de l'Opus Dei, de coopérateurs et de beaucoup d'autres personnes.

Parmi ces œuvres collectives figurent collèges, universités, centre de promotion de la femme, dispensaires médicaux, écoles rurales, etc... Par exemple, l'Opus Dei est à l'instigation de la création de l'université de Navarre de Pamplune, du Kianda College de Nairobi, du centre de formation professionnelle ELIS de Rome.

Ainsi, la prélature peut établir des accords avec les promoteurs de certaines activités pour prendre en charge l'orientation chrétienne de celle-ci. Il s'agit toujours d'activités à caractère public (dans le domaine de l'éducation, de l'assistance, de la solidarité...) et à caractère clairement apostolique : des universités, des écoles de formation professionnelle, des dispensaires... Par conséquent, l'Opus Dei n'intervient pas dans des activités à caractère lucratif, des entreprises commerciales, politiques, et les accords passés avec la prélature ne modifient nullement la nature civile de l'organisme concerné : la responsabilité plénière de sa gestion et de sa direction revient toujours à ceux qui en ont la charge et non à la prélature de l'Opus Dei.

2.1.6. Chronologie de l'expansion de l'Opus Dei en Amérique latine

- | | |
|--------------------------------|---------------------|
| - 1950 : Chili et Argentine | - 1958 : Salvador |
| - 1951 : Colombie et Venezuela | - 1959 : Costa Rica |
| - 1953 : Guatemala et Pérou | - 1978 : Bolivie |
| - 1954 : Equateur | - 1980 : Honduras |
| - 1956 : Uruguay | - 1992 : Nicaragua |
| - 1957 : Brésil | |

L'Opus Dei revendique 5000 membres en Argentine (dont 80 prêtres), 800 membres au Paraguay et 30 en Bolivie. Les trois pays sont placés sous l'autorité du vicaire général argentin Mgr Carlos Nannei depuis 1991.³⁷

2.2. L'Opus Dei comme outil d'influence du Vatican en Amérique latine

Structure ecclésiale, institution érigée par le Saint-Siège, prélature personnelle qui trouve sa place dans le cadre d'une organisation hiérarchique, l'Opus Dei joue nécessairement un rôle et exerce une influence au sein de l'Eglise catholique. Comment évaluer cette influence ?

En Amérique latine, l'Opus Dei passe pour exercer une influence politique. Mais il convient de faire preuve de prudence et de se garder de prendre à la lettre toutes les informations par trop sensationnelles. Ainsi, « une émission télévisée du 29 janvier 1987, diffusée sur la chaîne TF1 et intitulée « l'Opus Dei à l'assaut du Vatican », faisait croire qu'au Chili un membre de l'Opus Dei était l'aumônier du général Pinochet, ou encore que la constitution de ce pays avait été rédigée par des membres de l'œuvre, lesquels avaient aussi défini la politique économique du régime fasciste... »³⁸

³⁷ Aucune autres données chiffrées concernant le sous-continent n'a été trouvées.

³⁸ Luc Nefontaine, L'Opus Dei, Paris, 1993, Le Cerf, pp. 103

En vérité, le général Pinochet n'avait pas d'aumônier, et il semble bien difficile de trouver une marque perceptible de l'Opus Dei au sein de la constitution chilienne.

Ces exemples démontrent l'extrême difficulté qu'il y a à traiter d'une organisation par nature très discrète. Les dérapages sont par nature nombreux lorsqu'il s'agit d'identifier des responsabilités ou des influences qui ne sont dévoilées que par la source unique de ses détracteurs. Cependant, entre ceux qui y voient une nouvelle forme de « franc-maçonnerie » et ceux qui n'y voient qu'une structure catholique sans influence notable, la vérité semble se situer dans le juste milieu.

A commencer par la forte influence de l'Opus au sein même de la chrétienté : la prélature est en effet devenue progressivement un vivier d'experts en droit canon, tant et si bien que nombre d'évêquats font appel à leurs services pour exercer des responsabilités dans les juridictions ecclésiastiques. Sur ce plan donc, l'influence de l'Opus Dei est déjà réelle, sans que l'on puisse toutefois parler de mainmise délibérée de l'œuvre au sein des différents organes judiciaires de l'Eglise.

En Amérique latine l'influence de l'œuvre est perceptible : « on y compte une quinzaine d'évêques membres de l'Opus, alors que partout ailleurs il n'y en a pas (hormis Mgr Kung, l'évêque de Felkirsch, en Autriche). Certes, si la proportion relativement élevée d'évêques latino-américains est le fait de la présence et de l'action de l'Opus dans ces contrées, c'est avant tout parce que cet épiscopat constitue un rempart contre les théologies de la libération tant décriées par Rome »³⁹.

Quels sont donc les leviers utilisés par l'œuvre pour asseoir sa position en Amérique latine ? Il semble qu'on puisse identifier trois voies principales : tout d'abord, un appui personnel du Souverain Pontife sans lequel peu de choses seraient possibles. Ensuite, des méthodes particulières pour promouvoir son développement. Enfin, l'existence d'une volonté de formation d'une élite civile sur le long terme.

L'essor de l'œuvre ne se fait d'ailleurs pas sans certaines réticences d'une partie du clergé hostile aux méthodes et aux fins utilisés par l'Opus.

2.2.1. L'agrément du Pape

Que l'Opus exerce une réelle emprise sur Jean-Paul II n'est pas dénoué de fondement. Cette forme de spiritualité (basée sur l'obéissance absolue au magistère romain, le sacrifice personnel, la volonté de puissance et, surtout, l'efficacité quant aux « résultats ») ne peut que lui plaire. Son admiration croissante pour l'œuvre est allée de pair avec sa déception à l'égard des jésuites. Il aurait même déclaré : « l'opus dei est à notre temps ce que la Société de Jésus fut au 17^{ème} siècle »⁴⁰.

Sa décision de doter l'Opus d'un statut particulier (la prélature personnelle) ne peut par conséquent être minimisée. Que d'aucuns prétendent que cette décision puisse aussi s'expliquer par sa volonté de contrôler le mouvement, en empêchant qu'il ne cède à des tentations sectaires, en devenant une Eglise dans l'Eglise, constitue un élément de plus à verser dans les potentialités d'influences de l'œuvre.

³⁹ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 92

⁴⁰ Adrien Willemin, le Monde diplomatique, Opus Dei, l'allié principal, janvier 1995, pp. 17

2.2.2. Les méthodes

« Les méthodes qui ressemblent à la stratégie habituelle de l'Opus Dei sont celles mettant en œuvre des moyens massifs de communication moderne, où efficacité et rentabilité en sont les maîtres mots.

Ainsi, si le budget du Vatican a pu être bouclé, cela est dû, en partie, aux ventes mondiales du Catéchisme universel... Flairant un nouveau best-seller, l'Opus Dei, par l'entremise de son principal agent au Saint-Siège, M. Joaquin Navarro Valls, eut l'idée d'organiser un entretien avec le pape, d'abord à la télévision pour coïncider avec son voyage aux USA, puis sous forme d'un livre, intitulé « Entrez dans l'espérance »... M. Joaquin Navarro Valls se défend d'avoir « vendu le pape comme une lessive ». au contraire, dit-il, cela entre dans la nouvelle méthode pastorale du Saint Père »⁴¹.

Les ambitions de l'Opus concernent notamment les moyens de communication : le projet de lancer un satellite « catholique » de télévision Lumen 2000, financé par des hommes d'affaires affiliés au mouvement charismatique, intéresse l'Opus Dei au plus haut point pour sa stratégie de diffusion planétaire de la pensée de Jean-Paul II... et de ses propres thèses. Ce satellite serait de plus un moyen de damer le pion aux télévangélistes protestants très présents en Amérique latine.

Enfin, l'Opus Dei manipule un budget de plus de un milliard et demi de francs⁴² à travers les organisations que ses membres ont créées pour elle. Une telle masse financière peut difficilement ne pas interférer avec les réseaux d'influences économiques et politiques des Etats.

2.2.3. La formation d'une élite

L'Opus Dei cherche à bâtir une forme d'élite « qui doit arriver un jour au pouvoir, sous couvert d'échanges culturels et d'octroi de bourses »⁴³.

Les membres de l'Opus Dei appartiennent en effet souvent au gotha latino-américain et européen. « Parmi eux des patrons de multinationales, des magnats de la presse et de la finance, des chefs d'Etats et de gouvernement. De chacun, elle exige une austère discipline et une complète obéissance. Aussi, bien qu'elle feigne d'ignorer leurs activités politiques « personnelles, elle peut difficilement ne pas imposer ses valeurs aux sociétés que dirigent ses membres »⁴⁴.

⁴¹ Adrien Willemin, op.cit, pp. 17

⁴² source : Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, Maintenant, les bonnes affaires des amis de l'Opus, 25 janvier 1995

⁴³ source internet www.chez.com/vap, auteur inconnu : O.TH, Les réseaux du Vatican

⁴⁴ Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, Maintenant, l'Opus Dei à la conquête du monde, 25 janvier 1995

2.2.4. Une source de conflit au sein même de la catholicité

« Milice religieuse au comportement de secte, héritière d'un anticommunisme militant, puissance à la fois économique et politique, l'œuvre exerce une influence multiforme sur l'Eglise, mais aussi sur les pouvoirs temporels, qu'elle cherche à infiltrer... Mais cette garde blanche du Vatican suscite aussi des résistances. Au nom de leur foi, bien des chrétiens rejettent la « dictature spirituelle » de l'œuvre et craignent que cette « arme du pape » ne soit à double tranchant et ne se retourne au jour contre lui »⁴⁵.

L'Opus Dei ne fait assurément pas l'unanimité au sein du monde catholique. Aussi est-il nécessaire de parler : « des conflits déclarés ou larvés entre l'Opus Dei et d'autres structures ecclésiales. A commencer par les relations avec la Compagnie de Jésus. On a souvent dit que l'œuvre subissait les mêmes critiques que l'ordre des Jésuites, il y a quelques décennies : élitisme, secret, obéissance aveugle au Pape, hypocrisie, ...etc. L'Opus Dei, quant à elle, affiche une soumission sans faille au successeur de Pierre et peut s'enorgueillir de respecter intégralement la doctrine de l'Eglise en toutes matières. Sur ce point, on peut affirmer que l'œuvre a pris la place de la Compagnie de Jésus aux côtés du pontife romain »⁴⁶.

Pour ces opposants, même les réactions hostiles sont exploitées avec habileté car « établir un parallèle entre l'histoire de la Compagnie de Jésus et celle de l'Opus Dei, c'est annoncer le triomphe final de celle-ci »⁴⁷.

2.3. Les dérives de l'Opus Dei

2.3.1. Une structure qui confine au secret

Officiellement, l'appartenance à l'Opus Dei n'est pas secrète : les statuts de l'Opus interdisent expressément toute forme de secret. En pratique, les collègues, les amis, la famille et les connaissances des fidèles sont au courant de leur engagement, parce qu'ils le font connaître, en particulier par le sens apostolique qu'ils s'efforcent de donner à tout ce qu'ils font. De l'avis des membres de l'œuvre, s'il peut y avoir polémique, c'est parce que « le droit légitime à la discrétion en matière de vie privée et l'absence de publicité quant à l'appartenance à la prélature » peuvent être mal interprétés en étant assimilé à un secret.

L'œuvre se définit donc elle-même non pas comme une société secrète, mais comme une société discrète.

⁴⁵ François Normand, le Monde diplomatique, la troublante ascension de l'Opus Dei, septembre 1995

⁴⁶ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 93

⁴⁷ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 97

Cependant, on peut difficilement nier que le mouvement cultive le secret depuis ses origines :

« Dans les constitutions (secrètes) rédigées en 1950, l'article 191 précise : « que les membres numéraires et surnuméraires sachent bien qu'ils devront toujours observer un silence prudent quant aux noms des autres associés ; et qu'ils ne devront jamais révéler à quiconque qu'ils appartiennent eux-mêmes à l'Opus Dei ». lorsque les constitutions furent connues⁴⁸, devant les critiques répétées, de nouveaux statuts furent rédigés en 1982 où on peut lire (article 89) : « les fidèles de la prélature ne participeront pas collectivement aux manifestations publiques de culte comme les processions, sans pour autant cacher qu'ils appartiennent à la prélature ». Malgré cette apparente concession à la transparence, l'Opus Dei continue de pratiquer le secret, d'utiliser prête-noms et sociétés écrans, sous prétexte « d'humilité collective » et « d'efficacité apostolique ». La discrétion, qui sert d'une part à faire du prosélytisme auprès des jeunes à l'insu de leurs familles et d'autre part à tisser une toile invisible dans tous les secteurs de la société, s'explique d'abord par le contexte où est né l'Opus Dei, dans une Espagne franquiste précédant la guerre civile espagnole »⁴⁹.

Un exemple concret d'action clandestine de l'Opus (source : Le Monde diplomatique septembre 1995, mais information démentie par la direction du bureau de l'information de l'Opus en France) :

Le bulletin hebdomadaire Europe Today envoyé depuis Bruxelles dans le tiers-monde, et notamment en Amérique latine, où il est distribué gratuitement, se présente comme « une agence de presse internationale, spécialisée dans la santé, les problèmes de sociétés et l'éducation ». En fait, ce bulletin défend les positions les plus réactionnaires de la droite catholique. Le label Opus Dei n'apparaît nulle part sur cette publication qui reçoit une subvention de la Commission de Bruxelles.

La nouvelle stratégie de l'œuvre serait en fait d'infiltrer les organisations internationales, comme les Nations Unies, l'Unesco ou l'OCDE. Le parlement européen à Strasbourg et la Commission de Bruxelles seraient ses lieux de prédilection.

2.3.2. Un conservatisme certain

S'il est une critique qui est couramment faite à l'encontre de la prélature c'est bien celle de magnifier une politique de droite. L'Opus se défend de n'être ni de droite ni de gauche, ni même du centre, car chacun de ses fidèles se détermine personnellement sur ces sujets. Pourtant, de part son fonctionnement, elle peut difficilement se défaire de cette image conservatrice.

Ainsi, l'œuvre reste éminemment marquée par le contexte franquiste, ce qui explique sans doute sa haine obsessionnelle du communisme et son goût immodéré pour la clandestinité.

⁴⁸

⁴⁹ François Normand, op.cit

« Le fondateur écrivait en 1965 : « la réalité du communisme c'est, aujourd'hui comme hier, la persécution de l'Eglise et des attaques répétées contre les droits de l'homme les plus élémentaires.

Mais on ne l'entend pas dénoncer les régimes totalitaires d'extrême droite qui conduisent semblablement à un mépris des droits de l'homme. On peut dès lors se rallier au jugement qui voit dans l'œuvre de l'époque franquiste un groupement religieux élitiste dont le rôle est d'assurer la formation et la participation aux affaires publiques d'une classe dirigeante catholique »⁵⁰.

L'accent exclusif mis sur la « sanctification par le travail » favorise le culte de la réussite matérielle et le règne du capitalisme libéral.

À l'issue d'une table ronde portant sur l'Opus Dei, monsieur Jean-guy Vaillancourt, sociologue, a voulu dépeindre avec le maximum d'objectivité la position de l'œuvre envers le politique. La nuance est révélatrice de la complexité qu'il y a à vouloir identifier ces liens : « l'Opus Dei n'est pas un groupe d'extrême droite mais un groupe de droite conservateur avec tendance intégriste modérée »⁵¹.

2.3.3. Une forme d'hypocrisie

La prélature n'hésite pas à dire que, comme tous les chrétiens et les bons citoyens, « les fidèles de l'Opus Dei sont vivement intéressés par le bien commun ... Ils peuvent former leur jugement de façon totalement libre et indépendante, en adoptant des opinions les plus diverses sur toute sorte de sujet ».

Même si, dans leur très grande majorité, les fidèles ne sont pas des professionnels, ils peuvent donc s'engager sur le plan politique. Cependant, comme la prélature exige que celles-ci soient compatibles avec les prises de position officielle de l'institution, la totale indépendance des fidèles est somme toute très relative. De plus, en édictant comme principe le désintéressement absolu envers l'action politique de ses fidèles (et qu'à cet égard, elle n'en assume aucune responsabilité), la prélature fait montre d'une certaine forme d'hypocrisie dès lors qu'a été mis en valeur sa tendance droitnière.

Une autre forme de dérive est sans doute la « cléricisation » de l'œuvre. Elle se prétend toujours « laïque » mais « ce sont en fait les prêtres qui détiennent le vrai pouvoir et occupent tous les postes de commandement. Quant aux non-clercs, qui représentent 98% membres, ils sont présentés comme des « gens ordinaires, qui vivent dans le monde » mais ressemblent plus à des religieux, par leurs vœux (rebaptisés liens contractuels) de pauvreté, chasteté et obéissance, qu'à des laïcs »⁵².

⁵⁰ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 88

⁵¹ source internet : Daniel Baril, Opus Dei : chemin de sainteté ou société secrète ?, www.forum.umontreal.ca/numero/1998-1999

⁵² François Normand, op.cit

2.3.4. Une forme d'intégrisme

L'Opus semble être tombé dans le piège de l'intégrisme. L'œuvre est décrite dans la revue interne du mouvement « Cronica », comme « le reste saint immaculé de la véritable Eglise », fondé pour « sauver l'Eglise et la papauté »⁵³.

Le statut de prélature personnel renforce le caractère inquisiteur de l'Opus Dei. Les membres de l'Opus Dei échappent à l'autorité des évêques sur le territoire desquels ils résident, et n'obéissent qu'à leur prélat et celui-ci au Pape. Leur organisation est potentiellement devenue un instrument de contrôle des Eglises locales au service du pouvoir temporel du Vatican. Un destin qui n'est pas sans rappeler celui de la très Sainte Inquisition qui régna par la terreur religieuse sur l'Espagne du XVIème siècle.

Comme exemples de déviances intégristes concernant l'Amérique latine nous pouvons citer le cas de Mgr Cipriani, archevêque au Pérou et membre du Congrès général électif de l'Opus Dei : celui-ci a demandé au gouvernement péruvien de censurer la presse audiovisuelle. Le prélat a affirmé que « les nouvelles sont un produit, et à ce titre, elles devraient passer par un contrôle de qualité »⁵⁴.

Plus grave, car moins perceptible est la prise de contrôle du principal moteur de recherche hispanophone sur le Web : Yahoo est le plus important moteur de recherche dans le monde, avec plus de 40 millions de connexions mensuelles. Le contrôle d'un moteur de recherche permet d'orienter les internautes à leur insu, en facilitant les accès à certains sites, ou en refusant d'en indiquer d'autres. A la différence de ses concurrents, Yahoo est un annuaire dont l'indexation est assurée par les employés. Au contraire, les autres moteurs de recherche sont des robots proposant une indexation automatique par mot-clés. Un nouveau moteur de recherche Yahoo Espana a été mis en fonction pour le compte de l'université de Navarre de l'Opus Dei. Outre le moteur de recherche proprement dit, les utilisateurs hispanophones seront sollicités par un « bulletin électronique » et se verront proposer des services connexes⁵⁵.

2.3.5. Une gestion financière hasardeuse

De nombreuses banques et sociétés sont dirigées par des membres de la prélature. La plus importante de ces institutions est la fondation Limmat, créée à Zurich en 1972, liée à des banques ou fondations, notamment en Amérique latine (la Fundacion General Latinoamericana au Venezuela). L'Opus peut concrètement allouer des masses financières aux endroits désirés. Ainsi, a-t-elle pu se montrer généreuse envers le Pape polonais, en participant par exemple au financement de Solidarnosc.

⁵³ source : le Monde Diplomatique, septembre 1995

⁵⁴ Bibliothèque électronique du Réseau Voltaire : www.Reseauvoltaire.net, 14 octobre 1996

⁵⁵ Bibliothèque électronique du Réseau Voltaire : www.Reseauvoltaire.net, 17 novembre 1998

Une série de scandales financiers a fini par toucher plus ou moins directement l'Opus Dei ces dernières années. Nous pouvons citer les droits de retransmission télévisée des jeux Olympiques et les pratiques frauduleuses de l'Institut des œuvres de religion (IOR), la fameuse banque du Vatican, lorsqu'il était dirigé par le célèbre Mgr Marcinkus.

2.4. Conclusions sur l'Opus Dei

« Si l'Opus Dei est une organisation exclusivement spirituelle aux dires de son fondateur, sa spiritualité et les activités de formation qu'elle encourage ou promeut au moyen des œuvres collectives d'apostolat font qu'elle déborde largement le champ proprement spirituel. Poser la question de son influence dans le monde n'est dès lors pas hors de propos car il y a loin des déclarations d'intention aux actes et aux répercussions sur les existences individuelles. Se retrancher derrière un apolitisme éthéré, encourager dans le même temps des activités nécessairement marquées par un contexte sociopolitique, proposer une spiritualité qui a besoin, pour s'incarner, de se décliner en terme sociologique de travail et d'obligations professionnelles, constitue selon nous un paradoxe que l'Opus Dei ne parvient pas à surmonter. Sur ce plan, l'influence de l'œuvre dans le monde et sur les individus est perceptible. Elle passe par l'élitisme : « l'Opus Dei remplit très largement les conditions requises pour la formation d'une élite, à savoir une sélection sévère, le sens de l'abnégation, une formation poussée, le respect de l'individualité et l'utilisation méthodique des énergies » (Otto B. Roegele). En 1979, Alvaro Del Portillo faisait cet aveu, révélateur de la puissance que l'Opus peut avoir en termes d'influence : « les membres de l'Opus Dei travaillent dans 475 universités et écoles supérieures des cinq continents ; dans 604 journaux, revues et publications scientifiques ; sur 52 chaînes de radio et de télévision ; dans 38 agences d'information et de publicité et 12 maisons productrices et distributrices de films. »⁵⁶

⁵⁶ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 98-99

3. Les voies pratiques d'exercice de l'influence du Vatican en Amérique latine

L'influence du Vatican en Amérique latine a été mise en évidence. En premier lieu dans la lutte contre la théologie de la libération et le marxisme en général ; en second lieu, dans la recherche d'un ascendant sur le protestantisme et l'évangélisme. Si l'Opus Dei concourt à être un outil efficace de la politique vaticane, il convient d'en analyser les moyens d'application pratiques. Il convient tout autant de mettre en perspective l'Opus en la situant parmi les autres voies d'exercice d'influences qui existent complémentirement, comme la diplomatie.

3.1. Les voies traditionnelles de la diplomatie

Il convient de ne pas perdre de vue que le Vatican constitue un Etat et qu'à ce titre il en possède les outils diplomatiques. A commencer par une tribune au sein de nombreuses institutions internationales. Il dispose par exemple d'un observateur permanent à l'ONU et à la FAO (organisation pour l'alimentation et l'agriculture) ; il est membre de la CNUCED (conférence des nations unies sur le commerce et le développement).

Ces multiples représentations lui fournissent une force diplomatique certaine. Ainsi, dès 1964, Paul VI pouvait demander la création d'un fonds mondial de solidarité qui serait alimenté par les économies faites sur les dépenses d'armement. Ou, en 1974, suggérer la création d'un fonds mondial de sécurité alimentaire. De même, les bruits de guerre entre l'Argentine et le Chili à propos du chenal de Beagle, dans l'extrême sud du continent, seront atténués en 1987 par l'intervention de la diplomatie vaticane.

Même si Jean-Paul II lui-même n'est pas du tout un diplomate, au sens classique du terme (la meilleure preuve est son comportement vis-à-vis de l'Est européen), il y a bien une diplomatie vaticane traditionnelle. D'aucuns peuvent avancer que cette diplomatie reste limitée en arguant du fait que la plupart des fonds et entreprises demandés n'ont jamais vu le jour. Cependant, force est de constater que des encycliques comme « Mater et Magistra » (15 mai 1960) dépassent largement les milieux catholiques : développer le problème de l'agriculture et des paysans, ou bien dénoncer le colonialisme et le sous-développement ne sont pas des paroles qui peuvent rester indéfiniment sans échos dans certains pays.

Plus récemment, en acceptant de recevoir Fidel Castro au Vatican, comment l'Eglise ne s'impose-t-elle pas désormais comme l'un des acteurs-clés de la difficile transition politique qui s'annonce à La Havane (c'est au Pape que le leader de la révolution cubaine venait demander de l'aide). Le Vatican n'a d'ailleurs pas hésité à condamner l'embargo imposé à Cuba par les USA.

3.2. La maîtrise des structures par le biais des nominations

3.2.1. Contre la théologie de la libération et la montée du protestantisme

Le biais pratique pour exercer une lutte contre la théologie de la libération fut initialement de s'attaquer au raisonnement idéologique. Devant l'inefficacité de la méthode, le cardinal Ratzinger, responsable de la doctrine de la foi « changera de stratégie et choisira plutôt de frapper un grand coup au niveau de la structure de pouvoir de l'Eglise latino-américaine. Avec la collaboration de Jean-Paul II, tous les évêques moindrement progressistes seront remplacés à leur retraite par des collègues ultra-conservateurs. Le cas le plus éloquent restera sans doute celui de Camara au Brésil : il fut remplacé par Mgr Cardoso, un conservateur spécialiste du droit canon, qui ne tarda pas à congédier les agents de pastorale trop impliqués avec les pauvres »⁵⁷.

Ainsi, « par une politique de nominations épiscopales, Jean-Paul II a-t-il mené son entreprise de restauration en utilisant tous les moyens à sa disposition : doctrinal, disciplinaire et surtout autoritaire, avec l'aide d'un certain nombre de mouvements « musclés » traditionalistes, souvent sectaires et politiquement à droite, tout à sa dévotion.

Ont été nommés évêques en Amérique latine de nombreux membres de l'Opus (7 au Pérou, 4 au Chili, 2 en Equateur, 1 en Colombie, 1 au Venezuela, 1 en Argentine et 1 au Brésil). Le Pérou a été choisi comme tête de pont de l'offensive de l'Opus en Amérique latine à cause du rayonnement du théologien péruvien Gustavo Gutiérrez, « père » de la théologie de la libération. Mais c'est la nomination de Mgr Fernando Saenz Lacalle comme archevêque du San Salvador qui a sans doute choqué davantage : alors qu'il appartenait non seulement à l'Opus, mais était auparavant évêque des armées, il s'est installé sur l'ancien siège du martyr Mgr Oscar Romero, assassiné par l'extrême droite»⁵⁸.

Cette politique de nomination ne s'est pas limitée qu'à l'environnement géographique de l'Amérique du sud. Au sein même de la Curie, le Pape s'est entouré de membres de l'Opus. Parmi ses proches collaborateurs, on pourrait citer⁵⁹ ses quatre chapelains, Joachim Pacheco, Klaus Becker, Fernando Ocariz et Felipe Rodriguez, son porte-parole laïque, numéraire de l'Opus, Mgr Joaquin Navarro Valls, et le cardinal Martinez Somalo, ancien substitut proche de l'Opus. M Alberto Michelini, député national de l'ex-démocratie chrétienne et membre de l'Opus, est quant à lui, conseiller du Vatican pour les questions de télévision.

⁵⁷ Source internet : Marc Dean, théologie de la libération, www.web.apc.org/drainvil/viejos/octobre/liberation.htm

⁵⁸ François Normand, op.cit

⁵⁹ source : le Monde Diplomatique septembre 1995

3.2.2. Pour la succession de Jean-Paul II

Comme plusieurs de ses prédécesseurs Jean-Paul II tente sans doute actuellement d'orienter le choix de son successeur par ses nominations épiscopales et cardinalices. Il a nommé en début d'année 2001, les 37 nouveaux cardinaux du XXI^{ème} siècle. Le fait notable est une internationalisation du corps électoral, et plus particulièrement un renforcement de l'Amérique latine (les cardinaux du sous-continent seraient 26 lors d'un conclave).

Ceci représente une victoire pour la ligne conservatrice. Cette influence de la Curie, notamment celle du cardinal Sodano, secrétaire d'Etat, numéro deux derrière le Pape, ancien nonce au Chili de Pinochet, est également évidente dans le choix des archevêques résidentiels (chefs des grands diocèses) devenus cardinaux. « C'est une manière d'honorer un continent qui abrite près de la moitié des catholiques et pourrait donner à l'Eglise son prochain Pape. Mais cette arithmétique renforce aussi la position personnelle du cardinal Sodano, chef de file d'une action conservatrice qui n'a pas cessé déjà d'étendre l'influence de l'Amérique latine à la Curie. S'il n'est pas lui-même « candidat », il sera le grand électeur du conclave. A noter l'entrée dans le Sacré Collège du premier cardinal de l'Opus Dei, Mgr Juan Luis Cipriani, archevêque de Lima »⁶⁰.

Des africains et des asiatiques occupent aussi des positions importantes au sein de la Curie et de la direction des grands ordres religieux. Une telle évolution comptera pour l'élection du prochain pape : les européens sont en effet désormais minoritaires au sein du Sacré Collège (avec 19 électeurs, les cardinaux italiens sont maintenant largement minoritaires).

Même s'il n'est pas totalement sûr que cet ensemble de nominations puisse orienter les choix des cardinaux de façon aussi mécanique, « les longs pontificats ayant souvent pour effet de faire désirer un changement radical de direction (alors que les papes de transition sont souvent bien placés pour aider leur candidat favori, même s'ils n'ont pas eu le temps de renouveler le Collège des cardinaux) »⁶¹, il est donc cependant très probable que le futur pape sera originaire du Tiers-monde qui compte à présent 44% des électeurs et 64% des catholiques du monde entier.

3.3. Les formes d'organisation complémentaires à l'Opus Dei

L'Opus Dei n'est bien entendu pas le seul outil à la disposition du Pape pour mener à bien sa politique régionale en Amérique latine. Nous pouvons citer de nombreux autres mouvements catholiques comme le néo-catéchuménat, les Légionnaires du Christ, le Renouveau charismatique. Les Cursillos de Cristiandad, sorte de « réarmement moral » à l'usage des élites « qui ont senti la menace du marxisme », ont une influence décisive au Venezuela, au Pérou et en Argentine où toute une génération de généraux putschistes a fréquenté ces retraites de choc.

⁶⁰ Henri Tincq, Le Monde, 22 janvier 2001

⁶¹ Jean-guy Vaillancourt, www.unites.uqam.ca/religiologiques, critique du livre « le successeur » par Giancarlo Zizola

Mais ce sont les syndicats et les partis d'inspiration chrétienne qui sont les plus représentatifs aujourd'hui de l'action de masse de l'Eglise traditionnelle, et de la profondeur de son évolution dans les vingt dernières années. Les « cercles ouvriers » et les syndicats chrétiens fondés sur l'initiative de l'Eglise catholique pour appliquer sa doctrine sociale naissent pour préserver les travailleurs des idéologies socialistes et pour s'opposer à la « lutte des classes ».

S'il est une structure qui possède une influence et des méthodes très semblables à celle de l'Opus Dei, c'est celle de la Légion du Christ :

« Le pape considère la Légion comme une espérance parmi celles que l'Esprit Saint suscite de nos jours. Sans les nommer, il évoque ainsi les nouveaux mouvements (Renouveau Charismatique, Opus Dei..) dont l'Eglise attribue souvent l'émergence au Saint-esprit. Les légionnaires ne considèrent pas leur mission comme une « reprise en main » de l'Eglise latino-américaine, mais plutôt comme une « rechristianisation » des continents qui se sont éloignés de l'Eglise. La Légion est donc une riposte aux périls que le Vatican affronte tout particulièrement en Amérique latine.

Mais quelle est sa théologie ? les Légionnaires témoignent de l'essoufflement d'une certaine conception du rôle chrétien définie par Vatican II. Ils annoncent le retour d'une Eglise « organisée et visible », souvent proche du pouvoir, qui aspire à la « restauration chrétienne ».

La Légion scolarise 60 000 élèves et étudiants dans ses 60 écoles et 8 universités, principalement en Amérique latine (Mexique, Chili, Brésil, Colombie), mais aussi en Europe (Espagne, Italie, Irlande, Allemagne). Les USA, où les hispanophones catholiques sont de plus en plus nombreux, constituent un enjeu d'une importance capitale...

Mais l'objectif des légionnaires est, selon les vœux de Pie XII, de « former les leaders », c'est à dire l'élite. A Mexico, la prestigieuse université privée Anahuac, que dirigent les légionnaires, recrute dans les milieux aisés. La Légion accorde des bourses à des étudiants démunis, tout comme elle soutient un vaste programme de distribution alimentaire. Le financement de la Légion provient notamment de fondations privées américaines et de grandes organisations catholiques allemandes »⁶².

⁶² Michel Arsenault, le Monde diplomatique, les nouvelles légions de Jean-Paul II, décembre 1996, pp.3

Conclusion

Malgré le retour à la paix en Amérique latine, les plaies ne sont pas totalement guéries, ni dans la société ni dans l'Église catholique romaine. Pour ce qui est de cette dernière, les défis pour apurer le passé et préparer l'avenir ne manquent pas. On a souvent reproché à l'Église d'avoir conforté les dictatures d'Amérique latine en condamnant explicitement la théologie de la libération d'influence marxiste. Cependant, l'analyse n'est pas si simple, car ses interventions ont aussi contribué à miner des dictatures liberticides (Marcos aux Philippines). En 1998, le Pape a failli renoncer à un voyage au Paraguay parce que sa visite était présentée comme un soutien au régime autoritaire. En fait, c'est le voyage de 1983 au Nicaragua sandiniste qui fut le plus heurté avec l'ordre donné par Jean-Paul II à Ernesto Cardenal, prêtre et membre du gouvernement, de ne plus se mêler de politique. L'influence du Vatican s'est développée essentiellement contre la théologie de la libération et les mouvements protestants en s'appuyant sur de multiples structures dont celle de l'Opus Dei.

Au sein de l'Opus, « on ne peut nier qu'il en va comme de toute société : des réseaux d'influence fonctionnent bel et bien. Et l'entraide constitue un procédé social habituel dans tout groupuscule minoritaire. Mais le fait qu'un membre de la prélature soit présent dans le conseil d'administration d'une quelconque société ou qu'il soit fondé de pouvoir d'une banque bien en vue suffit-il pour parler de noyautage, de complot ou de l'influence occulte de l'Opus Dei ? il n'y a pas plus de ploutocratie « opusdéiste », pas plus qu'il n'y a dans l'œuvre un système tentaculaire aux multiples ramifications politiques et économiques »⁶³.

La vérité est médiane : le Vatican a sans conteste utilisé les statuts particuliers de l'œuvre au sein du catholicisme pour renforcer sa lutte antimarxiste. Il en utilise aujourd'hui les méthodes modernes de communication pour combattre le protestantisme sur son propre terrain.

En ce sens, la toute puissance de l'Opus Dei en Amérique latine relève d'un mythe qu'il convient donc de nuancer.

⁶³ Luc Nefontaine, op.cit, pp. 99

OPUS DEI ET INFLUENCE DU VATICAN EN AMERIQUE LATINE

Table des matières

<u>Introduction</u>	p 2
<u>Préambule</u>	p 2
<u>1. Etat des lieux du catholicisme en Amérique latine</u>	p 4
<u>1.1. Politique générale de l’Eglise en Amérique latine pendant la guerre froide</u>	p 5
1.1.1. Les grandes dates	p 5
1.1.2. La voix des « sans voix ».....	p 7
1.1.3. Les politiques particulières du Vatican vis à vis de chaque Etat.....	p 7
<u>2.2. La théologie de la libération</u>	p 12
1.2.1. L’origine de la théologie de la libération	p 12
1.2.2. Les CEB : outil de développement de la théologie de la libération.....	p 14
1.2.3. La fin de la théologie de la libération	p 15
1.2.4. Pourquoi l’Eglise ne pouvait-elle accepter la théologie de la libération.....	p 15
<u>1.3. Vatican, USA et mouvements protestants</u>	p 18
1.3.1. Généralités.....	p 18
1.3.2. Les USA contre la théologie de la libération.....	p 18
1.3.3. USA, protestantisme et Vatican en lutte d’influence.....	p 19
1.3.4. Quelques facteurs d’explication du succès de l’évangélisme en Amérique latine	p 20
<u>1.4. L’état des lieux actuel</u>	p 20
1.4.1. L’assouplissement de l’Eglise vis à vis de la théologie de la libération.....	p 20
1.4.2. Une unité de l’Eglise qui masque de réelles dissensions	p 20
<u>1.5. Conclusions sur le rôle du Vatican en Amérique latine</u>	p 22

2.	<u>L'Opus Dei</u>	p 23
	2.1. <u>Description de l'œuvre</u>	p 23
	2.1.1. L'origine	p 23
	2.1.2. Les buts.....	p 23
	2.1.3. Les membres.....	p 23
	2.1.4. La prélatrice personnelle.....	p 24
	2.1.5. Les activités de l'Opus Dei.....	p 25
	2.1.6. Chronologie de l'expansion de l'Opus Dei en Amérique latine.....	p 26
	2.2. <u>L'Opus Dei comme outil d'influence du Vatican en Amérique latine</u>	p 26
	2.2.1. L'agrément du Pape.....	p 27
	2.2.2. Les méthodes.....	p 28
	2.2.3. La formation d'une élite.....	p 28
	2.2.4. Une source de conflit au sein même de la catholicité.....	p 29
	2.3. <u>Les dérives de l'Opus Dei</u>	p 29
	2.3.1. Une structure qui confine au secret.....	p 29
	2.3.2. Un conservatisme certain.....	p 30
	2.3.3. Une forme d'hypocrisie.....	p 31
	2.3.4. Une forme d'intégrisme.....	p 32
	2.3.5. Une gestion financière hasardeuse.....	p 32
	2.4. <u>Conclusions sur l'Opus Dei</u>	p 33
3.	<u>Les voies pratiques d'exercice de l'influence du Vatican en Amérique latine</u>	p 34
	3.1. <u>Les voies traditionnelles de la diplomatie</u>	p 34
	3.2. <u>La maîtrise des structures par le biais des nominations</u>	p 35
	3.2.1. Contre la théologie de la libération et la montée du protestantisme.....	p 35
	3.2.2. Pour la succession de Jean-Paul II.....	p 36
	3.3. <u>Les formes d'organisation complémentaires à l'Opus Dei</u>	p 36
	<u>Conclusion</u>	p 38

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

- Amérique latine, alain Rouquié, Seuil,
- Politique et religion, georges Labica et jean Robelin, l'Harmattan
- L'Opus Dei, luc Nefontaine, Cerf,
- Guerre froide et Eglise catholique, charles Antoine, Cerf,
- Introduction à l'analyse géopolitique, aymeric Chauprade, Ellipses,
- Comment l'Eglise fait les saints, Kenneth L. Woodward, Grasset,
- Quid 2001, robert Lafont,
- L'histoire n°241 mars 2000.

Sites Internet :

- unites.uqam.ca/religiologiques/recen/17reczizola.html
- zapata.com/129.htm
- regards.fr
- lemondediplomatique.fr
- lemonde.fr
- lefigaro.fr
- reseauvoltaire.net
- opusdei.fr
- chezcom/vap/info/debapt.lobby.htm
- [web.apc.org/drainvil/viejos/octobre/liberation .htm](http://web.apc.org/drainvil/viejos/octobre/liberation.htm)
- forum.umontreal.ca/numeros/1998-1999

Remarque de l'auteur : il a été extrêmement difficile de se procurer des ouvrages sur l'Opus Dei. Sur cinq ouvrages commandés dans différents points de vente, seul le livre de M Nefontaine a pu être acheté. L'impossibilité à pouvoir se procurer des ouvrages, pourtant considérés comme disponible par les revendeurs, n'est pas sans poser la question d'un « hasard arrangé ». Aujourd'hui nous savons que l'Opus Dei a racheté les éditions de bandes dessinées Dargaud, ne rachète-t-elle pas en parallèle les stocks de livres qui vont à son encontre ?